' année. — N° 185. — 25 Octobre 1934. Prix : 2 francs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE

par Lucile PELLETIER

La Canebière attentat fasciste ?

par J. PÉRA

Les directions confédérales n'ont pas voulu se mettre d'accord

par F. CHARBIT

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois ! qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4me page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHARBIT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Les Faits de la Quinzaine
Meurtre de deux hommes ou effondrement d'une politique ? — Politique orientale ou politique occidentale ? — Les trade-unions américaines deviennent des industrial unions ..... R. L.

La Rémoise ..... A. Bressy

La tragédie espagnole .. L. Pelletier

Parmi nos Lettres :
Ces Messieurs les fabricants de munitions. — A bas l'autorité ! — Les associations de chômeurs américains. — Au syndicat, le pouvoir ! — Les jeunes et le chômage.— La révolte du vin algérien .....

Comment fut organisé le meurtre d'Alexandre II V. Figner

La Canebière, attentat fasciste ? ..... J. Péra

Les directions confédérales n'ont pas voulu se mettre d'accord ..... F. Charbit

La « réforme fiscale » de M. de Suez ..... E. Poulet

La renaissance du syndicalisme :
Contre l'Unité... mais à travers Varenne... pour Doumergue ..... M. Chambelland

A travers les Livres :
La haine ..... Ch. Chianéa
La grande Révolution qui vient (suite)..... R. Louzon

Faits et Documents :
Vers une « collectivisation » de l'agriculture en Tchécoslovaquie — Une brochure belge

Entre Nous.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Meurtre de deux hommes ou effondrement d'une politique ?

A la veille de la venue d'Alexandre en France, nous indiquions que ce voyage ne retaperait pas plus l'alliance franco-yougoslave que celui de Barthou à Varsovie quelques mois auparavant n'avait retapé l'alliance franco-polonaise. En faisant disparaître celui des hommes d'Etat yougoslaves qui était sans doute le moins enclin à se jeter dans les bras de l'Allemagne, en contribuant à renforcer l'admiration de peuples esclaves pour les hommes « à poigne » comme Hitler, chez lesquels de tels accidents ne sauraient arriver, l'affaire de la Canebière contribuera à précipiter les choses. L'accueil fait à Gœring aux funérailles d'Alexandre est significatif à cet égard — cependant que le voyage de Gomboës, le premier hongrois, à Varsovie, est non moins significatif de l'état de l'alliance franco-polonaise.

Ainsi l'Allemagne qu'on prétendait, hier encore, être complètement isolée, n'a jamais joui, depuis 1918, *de tant d'appuis.* La Triplice est reconstituée, *plus forte qu'en* 1914. *En* 1914, *la Triple Alliance comprenait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie rongée d'irrédentisme slave, et l'Italie hésitante ; demain, l'alliance des pays d'Europe centrale va comprendre l'Allemagne, la Pologne (y compris l'ex-Pologne russe), la Hongrie, la Yougoslavie toute entière entraînant à sa suite la Bulgarie, et peut-être la Roumanie ; l'Italie, comme précédemment, hésitera.*

Ce que nos hommes d'Etat (sic !) *avaient voulu à tout prix empêcher, en interdisant à l'Autriche de se réunir à l'Allemagne, le Bloc de l'Europe centrale, cette Mitteleuropa dont la hantise inspira toute la politique du quai d'Orsay depuis vingt ans, est aujourd'hui en plein état de reconstitution et d'*agrandissement.

Empêcher le réarmement de l'Allemagne, interdire l'Anschluss, tels furent les deux objectifs de la politique bourgeoise française. Aujourd'hui l'Allemagne est armée, et c'est un Anschluss d'une toute autre envergure que celui de l'Allemagne et de l'Autriche qui se réalise. Faillite formidable de la politique des Poincaré, des Briand et des Barthou.

Constatons une fois de plus que c'est nous — nous les « idéologues » comme aurait dit Napoléon — qui avions vu juste, nous qui, en entendant faire une politique de « principes », sommes les seuls « réalistes », parce que les principes sont l'expression des réalités profondes et durables, alors que les soi-disant « réalistes » qui prétendent ne se diriger que selon l'intérêt, ne font que sacrifier l'intérêt durable et permanent, à des succès momentanés.

Nous avons toujours soutenu ici — aux moments les plus critiques — le droit de l'Autriche à se déterminer elle-même, son droit à s'unir politiquement et économiquement à l'Allemagne si elle le voulait ; — nous avons également soutenu le droit de l'Allemagne à l'« égalité des droits », le droit pour l'Allemagne d'être armée autant que la France. Aujourd'hui ceux qui, tant qu'ils l'ont pu, ont empêché l'Anschluss et l'armement de l'Allemagne, assistent impuissants à l'un et à l'autre ; ils assistent à la constitution d'une Mitteleuropa et à un armement allemand qui se font nécessairement contre eux, *alors que s'ils y avaient accédé de bonne grâce, l'un et l'autre auraient pu se réaliser dans une toute autre atmosphère.*

Politique orientale ou politique occidentale ?

Pour parer ce double coup de la défection, presque simultanée, de ses deux alliés « traditionnels », la bourgeoisie française cherche des « remplaçants ». A la Yougoslavie elle va tenter de substituer l'Italie, comme à la Pologne elle a substitué la Russie. C'est donc la continuation de ce qu'on pourrait appeler la politique « orientale » : manœuvrer dans les pays situés à l'est pour y trouver des alliés contre l'Allemagne. Diplomatie essentiellement militaire, inspirée avant tout du désir d'obliger l'Allemagne à combattre sur plusieurs fronts. Cette politique n'a guère connu que des faillites ; cependant, inlassablement, notre bourgeoisie y persévère, car elle est incapable d'en concevoir une autre.

Il y en aurait cependant une autre bien belle à suivre, si la bourgeoisie française n'était arrivée à un tel degré de décrépitude. Pour la suivre, il faudrait que la bourgeoisie puisse revenir à ses origines, à l'époque où elle était encore révolutionnaire, il faudrait qu'elle fasse une politique de « principes ».

D'abord, abandonner cette idée stupide que la politique intérieure est une chose, et la politique extérieure une autre : qu'on ne doit point, pour établir ses alliances, se préoccuper du régime intérieur des pays avec lesquels on contracte. C'est là un eerreur grossière. Un allié n'est un réel allié, un allié sur lequel on peut compter, que dans la mesure où il y a une certaine identité entre lui et vous, dans la mesure où son régime politique et social se rapproche suffisamment du vôtre.

L'alliance de la République française avec le czar était une monstruosité : après avoir conduit à la guerre, elle n'a pu résister à l'épreuve de la guerre ; l'alliance d'une France encore parlementaire avec les dictatures Pilsudski et Alexandre était une monstruosité : elle vient de s'effondrer ; l'alliance qu'on nous promet pour demain avec le premier des dictateurs, Mussolini le cabotin, est une monstruosité : elle ne tiendra pas davantage.

La « France » ne pourrait se sauver, elle ne pourrait résister à la formidable poussée hitlérienne, à la pesée d'une Mitteleuropa fascistisée, qu'en pratiquant une politique extérieure confor-

me aux principes démocratiques dont elle se réclame.

Il lui faudrait faire une politique qu'on pourrait appeler « occidentale ». Non point chercher des alliés chez tel ou tel Etat plus ou moins fasciste, balkan ou balkanisé, mais s'intégrer au bloc des puissances occidentales non fascistes. Pour des raisons historiques faciles à saisir, parce que c'est là que l'industrie a commencé à s'établir et par suite le régime bourgeois moderne, « libéral », « démocratique », « parlementaire » à s'élaborer progressivement, alors qu'ailleurs il s'est installé tout fait, à l'instar de l'industrie, comme un article d'importation — les pays occidentaux, les pays à l'ouest du Rhin, sont restés jusqu'à maintenant fidèles au régime bourgeois classique ; ils sont, et resteront sans doute, à l'abri de la contamination fasciste ; c'est donc chez eux et chez eux seulement *qu'il faudrait chercher des appuis.*

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons : la seule voie de salut pour ce pays c'est son intégration dans l'Empire britannique, ou, si l'on préfère, dans une vaste Confédération des pays non fascistes, qui comprendrait en premier lieu l'Empire britannique et l'Empire français, et à laquelle viendraient sans doute rapidement s'adjoindre des pays comme la Belgique, le Danemark, la Norvège — peut-être aussi la Suisse, la Hollande et la Suède. Le salut, pour la « nation » française, c'est de sortir de la nation, *c'est de disparaître en tant que nation, se fondre dans une unité plus vaste.*

La seconde mesure d'urgence qu'aurait à prendre une bourgeoisie française tant soit peu intelligente, serait de transformer son « Empire » : faire des peuples qu'elle s'est soumis, non plus des esclaves, mais des alliés.

Pour résister aux masses germano-slaves, le capitalisme français compte sur la chair à canon de ses colonies. La France est un pays de 100 *millions d'habitants, a-t-on pris coutume de dire ; oui, mais* 100 *millions d'habitants, dont* 60 *millions se soulèveront contre les* 40 *autres à la première occasion favorable que leur fournirait une guerre extérieure.*

La bourgeoisie française se trompe étrangement en effet si elle croit que c'est actuellement la même chose qu'en 1914. *Son armée coloniale à laquelle elle a dû pour une grande part la victoire, n'est* plus du tout *dans la même situation morale et n'a plus techniquement la même valeur combattante qu'il y a vingt ans.*

L'armée nord-africaine peut dès maintenant être comptée pour zéro. Les tirailleurs algériens, tunisiens, et même marocains ne se feront plus cette fois casser la gueule pour les beaux yeux de la « France ». Un changement considérable s'est opéré. A chaque tirailleur nord-africain auquel elle donnera un fusil,la bourgeoisie française donnera un fusil à un ennemi qui profitera de la première occasion pour s'en servir contre elle.

Restent les sénégalais — la dernière troupe de police ! Celle actuellement chargée de faire régner l'« ordre » en Algérie, en Tunisie et autres colonies, en attendant... de le faire régner à Paris. Je ne suis pas assez renseigné sur l'état d'esprit des noirs, pour pouvoir préjuger si la bourgeoisie française pourra longtemps encore compter sur leur « fidélité » ; en tous cas, s'ils peuvent certes faire encore merveille dans leur besogne de policiers, contre des manifestants désarmés, leur valeur technique dans une guerre étrangère est dès maintenant à peu près nulle.

« Bataillons à consommer avant l'hiver », disaient les ordres du G.Q.G. pour les bataillons de sénégalais envoyés sur le front. On pourra, certes, continuer à en « consommer », mais les consommer, cette fois, sans aucuns résultats. Plus on va, et plus, en effet, le soldat devient un technicien : aviateur, artilleur, mitrailleur, radio, etc...; le pur fusilier est appelé à disparaître. Si la bourgeoisie française veut donc « valoriser » son armée coloniale, faire des indigènes de ses colonies de véritables soldats modernes, il lui faudrait se livrer à une opération analogue à celle à laquelle elle s'est livré au cours du siècle dernier lorsqu'elle a élevé le « niveau culturel » de son prolétariat au degré nécessaire pour que celui-ci ait les connaissances générales permettant de travailler à la machine : il lui faudrait élever le « degré culturel » de ses sujets coloniaux au degré de celui des prolétaires français, mais pour cela il faut qu'ils cessent d'être esclaves.

L'émancipation des colonies est donc, elle aussi, une condition indispensable à la « sécurité » française. Pour tenir, la bourgeoisie française a non seulement besoin de sortir de la nation, il lui faut également répudier l'impérialisme.

Inutile de dire qu'elle ne fera ni l'un ni l'autre ; elle est trop usée pour concevoir et encore moins réaliser une politique pareille. Elle continuera sa politique à courte vue, renforçant son nationalisme et son impérialisme, se rengorgeant dans sa vanité sénile, et elle crèvera en se disant encore la « reine des nations ».

Les trade-unions américaines deviennent des industrial unions

Je ne sais pas ce qui restera finalement, au point de vue capitaliste de l'expérience Roosevelt, mais il y a une chose qui restera au point de vue ouvrier : c'est la transformation de l'organisation syndicale américaine.

On sait que dans les pays anglo-saxons le principal terrain de bataille entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires fut celui de savoir si les syndicats devaient être des syndicats de métiers, *groupant les ouvriers par corporation, par catégorie, ou, au contraire, des syndicats d'*industrie, *groupant dans le même syndicat tous les ouvriers d'une même entreprise, quel que soit leur métier.*

C'est sur cette question d'organisation que les syndicalistes révolutionnaires d'Angleterre, Tom Mann à leur tête, avaient organisé avant guerre, le mouvement de l' « Industrial unionism » *c'est sur la base du syndicat d'industrie que les I.W.W. américains instituèrent leurs organisations en opposition avec les syndicats de métier de l'*American Federation of Labor.

*Or, voilà que pour faciliter l'application des contrats collectifs avec les employeurs prévus par la N.R.A. rooseveltienne, le Congrès de l'*American Federation of Labor *vient de chamboulem définitivement toute son organisation, en adoptant la mesure proposée depuis si longtemps par*

les révolutionnaires : il a été décidé de remplacer les syndicats de métier, par des syndicats d'industrie ! Désormais un seul syndicat par usine !

Ainsi donc, c'est l'application d'une politique réformiste, l'application d'une politique imaginée pour sauver la bourgeoisie, qui a conduit à l'adoption d'une mesure regardée comme fondamentale par les révolutionnaires, et à laquelle jusqu'alors les réformistes américains s'étaient obstinément refusés.

Cette transformation de l'organisation contribuera certainement à supprimer le caractère « aristocratique » qu'avait fortement conservé, jusqu'ici, l'organisation syndicale américaine ; comprenant obligatoirement tous les ouvriers d'une entreprise, manœuvres comme ouvriers qualifiés, les syndicats américains ne seront plus l'organisation de la seule « aristocratie ouvrière » ; mêlant dans leur sein tous les métiers, ils contribueront à atténuer le sens corporatif, pour y substituer la conscience de classe.

N'avais-je vraiment pas raison de dire naguère que « les voies de l'Eternel sont impénétrables »; ou bien, si vous préférez, que tout finalement concourt à pousser l'évolution des sociétés dans le sens où elle doit aller, même les mesures qui se donnent précisément pour but de l'arrêter.

R. L.

LA RÉMOISE

Chant socialiste

L'auteur de cette chanson, composée en prison il y a exactement 85 ans, est Agathon Bressy, un ancien insurgé de Lyon (1831 et 1834), qui fut à Reims, pendant la période de la Révolution de 1848, un des principaux dirigeants du mouvement ouvrier. Condamné à plusieurs reprises sous la République, pour son action syndicaliste et révolutionnaire, il fut finalement arrêté lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851, ainsi qu'un grand nombre d'autres ouvriers rémois. Le 16 février 1852, ils étaient tous dirigés sur Châlons-sur-Marne, pour être déportés, sans jugement, au bagne de Lambesse, en Algérie, où Bressy mourut de faim et de privations.

R. GÉRARD.

Maison d'arrêt de Reims, le 2 nov. 1849.

I

Malgré vos cris, race jésuitique !
Nous travaillons à notre liberté,
Nous n'avons pas fondé la république
Pour être encore un bétail exploité :
Nous voulons tous avoir le droit de vivre,
Notre travail ne vous appartient pas.
La France veut le prolétaire libre,
Nous garderons les produits de nos bras.

*
* *

Combattons l'aristocratie !
Comme Jésus, chassons les publicains.
Honneur à la démocratie !
Nous sommes tous républicains !

II

Sur un grabat, nos enfants rachitiques
Meurent de froid, pendant nos tristes nuits ;
Au point du jour dans vos vastes fabriques,
Ils vont traîner leurs membres amaigris :
Vous les prenez encore à la mamelle,
Vous leur taxez les heures du sommeil ;
A leur chevet, la faim qui les appelle,
Vient en hurlant leur sonner le réveil !

III

Toujours chez nous, le lever de l'aurore,
Est salué par des cris et des pleurs ;
Vous admirez, au soleil qui les dore,
Vos champs de blé, vos vignobles en fleurs ?
Dans vos salons, nous vous voyons sourire
A vos enfants, sous l'édredon moëlleux :
Dans nos taudis, les sanglots du martyre
Sont entendus par les anges des cieux.

IV

Vous oubliez, qu'ardents, infatigables,
Nous pourvoyons à vos riches galas,
Que vos laquais enivrés sous vos tables,
Jettent le vin qui manque à nos repas ?
Vous oubliez que nous sommes vos frères,
Que Jésus-Christ a vécu parmi nous ;
Dieu ne dit pas : tous les biens de la terre
Sont réservés à quelques-uns de vous.

V

Venez à nous qui supplions encore,
Sous le drapeau de la fraternité,
Ne tenez pas à l'or qui déshonore ;
Dans nos sueurs il fut toujours compté ;
Quand notre bras et notre intelligence,
Pour le travail marcheront réunis,
Quand nos enfants vivront dans l'abondance,
Pourrez-vous voir en nous des ennemis ?

LA TRAGEDIE ESPAGNOLE

Dès septembre on sentait que des heures graves se préparaient. Gil Robles avait déclaré qu'il entendait s'installer désormais au pouvoir d'une façon plus directe que par le truchement du gouvernement Samper. Le malaise s'intensifiait à travers le pays.

Préludes

Le conflit du gouvernement de Madrid avec celui de Cataogne au sujet des contrats de culture n'était toujours pas résolu. De ci de là dans les campagnes des rabassaires avaient mis d'eux-mêmes en application la loi votée par la Généralité. Companys, mal à son aise, faisait le mort. L'Institut agricole de St Isidore, institution de la grande bourgeoisie agrarienne catalane et principal appui de Gil Robles en Catalogne, avait lancé un manifeste déclarant que le prochain changement de la situation politique se chargerait de punir les délinquants...Quant à la « Lliga » de Cambo, elle continuait à mener grand bruit autour de l'affaire et à demander au gouvernement de Madrid de sévir.

D'autre part, le litige soulevé pour une question d'impôts par les municipalités basques avait tout de suite pris des proportions inattendues et dégénéré en mouvement nationaliste.

Les provocations de la droite clérico-fasciste se poursuivaient. Le 29 septembre, Gil Robles constituait à Saragosse la section catalane de la C.E.D.A. Quatre jours avant, le président Zamora, dans un retentissant discours prononcé à Valladolid, avait pour ainsi dire officiellement offert le pouvoir au chef fasciste.

Le 8 septembre, pour protester contre les menées de Gil Robles, Madrid avit déclaré la grève générale, fait qui avait pris une signification d'autant plus grande que le prolétariat madrilène s'est toujours montré beaucoup plus réservé que son frère de Barcelone.

Des grèves importantes se poursuivaient dans le bassin minier des Asturies, à Ternel, Alcoy, Jerez (70.000 grévistes le 25 septembre), pour ne citer que les principaux foyers.

D'autre part, les socialistes promettaient de déclencher un large mouvement insurrectionnel au cas où Gil Robles prendrait effectivement le pouvoir. Les jeunesses socialistes surtout, animées d'un esprit nettement révolutionnaire, se déclaraient prêtes à l'action (1).

Il semble donc que de part et d'autre on était sur le qui-vive. Par précaution contre la menace révolutionnaire d'un « complot socialiste », Samper décréta dès le 22 septembre l'état d'alarme — fait d'ailleurs en soi de peu d'importance si l'on songe que en l'espace de 10 mois — exactement depuis le 5 décembre 1933 — l'Espagne n'a connu que 16 jours — du 10 au 16 avril — sans état d'alarme ou de prévention. Mais cette fois les événements se précipitaient. Survint d'abord la crise ministérielle attendue, puis la constitution du ministère Lerroux, donnant à la droite tous les gages qu'elle désirait.

La réponse ne se fit pas attendre. Le 5, la grève générale éclatait à Madrid et dans les principaux centres du pays. L'ordre en avait été lancé par le parti socialiste.

La position des anarchistes

Les anarchistes, pendant la période de préparatifs et d'attente, s'étaient nettement montrés hostiles à un tel mouvement.

« *Il n'y a aucune distinction à faire entre Gil Robles, Azana et Largo Caballero* », écrivait *Tierra y Libertad*, organe de la fédération anarchiste ibérique. Le 2 octobre, la C.N.T. régionale de Catalogne lançait un manifeste pour mettre ses adhérents en garde : « *Que personne ne seconde des mouvements qui ne sont pas garantis par les décisions de notre organisation. Tout pour la C.N.T. Rien pour les politiciens !* »

D'autre part, les anarchistes, revenus de leur ancienne thèse de la « révolution pour le lendemain »,prétendaient que la conjoncture n'était pas favorable. Les rôles étaient renversés. C'étaient eux maintenant qui tenaient des raisonnements de « bomberos », tandis que les syndicats de l'opposition, dans les rangs de l' « Alliance ouvrière » jugeaient le moment favorable à une tentative révolutionnaire.

Les exploits de l'« Etat catalan »

Enfin, pour compliquer les choses à Barcelone, l' « Esquerra », la Gauche catalane, s'appropriait le mot d'ordre de l' « Alliance Ouvrière », et tâchant de tirer profit du mouvement de grève déclenché par celle-ci, proclamait par la bouche de son chef Companys l' « Etat Catalan de la République fédérale espagnole ». C'est ainsi que dans la ville régnait la plus grande pagaïe. L' « Etat Catalan » faisait débaucher par ses somaten les ouvriers des usines sous prétexte de défendre la République contre le gouvernement fasciste de Madrid, cependant qu'il arrêtait en masse les militants de la C.N.T. coupables de réunions « clandestines » et fermait les locaux des syndicats qui, à l'annonce des événements,avaient rouvert « illégalement » leurs portes ! Et Companys de lancer des radios tantôt contre les « fascistes madrilènes », tantôt contre les « éléments extrémistes menaçant de troubler l'ordre » et contre lesquels il prenait les « mesures qui s'imposent ». Et les autos blindées chargées de somaten parcouraient la ville à la chasse des suspects et les forces d'assaut de l' « Etat Catalan » s'élançaient, sans doute pour mieux combattre le fas-

(1) Les Jeunesses socialistes espagnoles, pour rompre définitivement toute attache avec le réformisme, sont prêtes à se séparer de la IIe Internationale, ce qui ne veut pas dire qu'elles veuillent rallier la IIIe Internationale dont la faillite leur paraît tout aussi évidente. Dans leur organe, *Renovacion*, elles professent que le prolétariat révolutionnaire doit s'organiser sur des bases entièrement renouvelées.

A noter que les trotskystes espagnols sont, à en croire leur revue *Comunismo*, opposés à l'entrée au parti socialiste. Ils sont partisans d'un front unique qui sauvegarde leur indépendance organique.

cisme, contre... la rédaction de *Solidaridad Obrera*, le quotidien syndicaliste.

Les effets d'exploits de ce genre n'allaient pas tarder à se faire sentir. Quand le chef de l' « Etat Catalan » apprit que l'armée lui refusait son appui, du coup son audace et son courage l'abandonnèrent. Il est plus facile de faire marcher les Somaten contre des ouvriers désarmés que contre des troupes bien équipées. Après un simulacre de défense, l' « Etat Catalan » capitulait piteusement. Par ce coup d'Etat sans péril et cette capitulation sans gloire, la bourgeoisie de l' « Esquerra » a donné toute sa mesure. La reddition du gouvernement de la Généralité fut le signal de la débandade tant à Barcelone que dans la province catalane. Les rabassaires qui avaient tout de suite pris une part active au mouvement furent paralysés par cette nouvelle. Les Catalans se rendent en masses et l'insurrection ne se poursuit plus que sporadiquement dans quelques foyers isolés.

Aussitôt après la capitulation de Companys, les anarcho-syndicalistes avaient décidé d'appuyer le mouvement. Mais il est trop tard. Au reste, la C.N.T. ne laisse pas de jouir de la situation comme d'une sorte de revanche. Elle rappelle toutes ses rancœurs contre les socialistes : l'empressement que ceux-ci ont mis à maintes reprises à se désolidariser d'avec les mouvements entrepris par elle, le mépris avec lequel ils parlaient du putschisme et de l'incapacité révolutionnaire des anarchistes. Tant est puissante la haine accumulée, qu'elle faisait oublier l'actualité tragique et les perspectives non moins tragiques du lendemain.

L'unité d'action dans les Asturies

Tout un réseau complexe de circonstances vouait à un rapide échec l'insurrection en Catalogne. Mais il n'en était pas de même dans le reste du pays, à Madrid où les socialistes donnèrent courageusement de leur personne, en Andalousie où la C.N.T. ayant donné l'ordre de grève, le 9, commence une guerre d'usure contre les troupes gouvernementales. Il n'en était pas de même surtout dans les Asturies qui allaient être le dernier bastion de la République espagnole.

L'ordre de grève avait trouvé déjà une grande partie du prolétariat minier en lutte. Le mouvement prit immédiatemenet d'autant plus d'envergure que le « front unique » prolétarien y était à peu près complètement réalisé. Le plenum régional de la C.N.T. s'y était, en effet, peu auparavant, prononcé à une forte majorité pour l'unité d'action dans l' « Alliance Ouvrière ». Cela n'a pas peu contribué à faire des Asturies le foyer le plus ardent et le plus résistant de la lutte révolutionnaire.

C'est aussi dans cette région que le gouvernement a fait tout de suite porter le plus fort de son action contre-révolutionnaire. Les vaisseaux de guerre bombardent le littoral — l'un d'entre eux — ô ironie ! — s'appelle *Libertad !* — Les avions sont chargés d'exterminer les insurgés réfugiés dans les montagnes. L'armée de terre se livre à une immonde boucherie. Malgré tout les insurgés menèrent, et mènent encore, la guerilla contre les troupes régulières avec un héroïsme et un esprit de sacrifice que toutes les forces conjuguées de la répression la plus féroce ne parviennent pas à faire fléchir. Comment se terminera ce combat inégal et barbare ? Sans doute, hélas ! par l'extermination des derniers révoltés, car le courage à lui seul ne peut vaincre les engins de mort perfectionnés que lui oppose la contre-révolution.

Avant tout, solidarité !

Toute communication non-officielle étant encore impossible avec l'Espagne à l'heure où j'écris ces lignes, il est bien difficile de savoir au juste où en sont les événements.

Cependant on sait que le groupe parlementaire monarchiste a chaudement félicité le gouvernement, on sait que Primo de Rivera fils l'a remercié d'avoir ouvert la voie au national-socialisme, on sait que de Lisbonne Sanjurjo a offert ses services pour rétablir l'ordre, on sait que la peine de mort a été rétablie et que les conseils de guerre fonctionnent sans relâche à Barcelone, à Madrid, à Saragosse, à la Corogne ; on sait que les effectifs de la police ont été considérablement augmentés et qu'on a fait venir des troupes du Maroc de peur que l'armée ne comprenne enfin l'ignominie de la besogne qu'on lui fait accomplir. On sait que les victimes sont trop nombreuses pour que les officiels en disent le nombre et qu'il n'y a plus de place pour les prisonniers. On sait enfin que le 8, le conseil des ministres annonçait que la soumission totale des rebelles des Asturies n'était plus qu'une question d'heures et que, cependant, aujourd'hui encore, malgré ses navires, ses avions et ses mitrailleuses, le gouvernement Lerroux n'est pas encore parvenu à exterminer le mouvement insurrectionnel.

Et toutes ces nouvelles officielles sont suffisantes pour que les travailleurs du monde entier se dressent de toute leur énergie pour protester contre l'ignoble carnage que le fascisme fait de leurs frères au-delà des Pyrénées

Devant cette nouvelle montée de la barbarie fasciste en Espagne, quand les derniers francs-tireurs des Asturies défendent encore chèrement leur vie et leur liberté, le moment n'est ni aux jugements retrospectifs, ni aux pronostics. Nous ne pouvons qu'affirmer toute notre solidarité avec nos héroïques camarades d'Espagne et clamer toute notre indignation contre leurs bourreaux.

Lucile PELLETIER.

LE GLAS

Au 13 octobre, **huit mois** après l'avènement du ministère du 6 février, le nombre des chômeurs **qui n'a cessé de croître,** atteint **cent mille de plus que l'an dernier!** Augmentation de près de moitié : 334.051 au lieu de 231.021 !

***

Au 7 octobre, **huit mois** après l'avènement du ministère de « redressement économique », le nombre de wagons chargés par les compagnies de chemins de fer est inférieur de 8 % à celui de l'an dernier; **c'est l'une des plus fortes diminutions constatées.**

***

Ces chiffres sonnent le glas du ministère d'union bourgeoise.

Parmi nos lettres

Ces Messieurs les fabricants de munitions

Un camarade nous écrit :

J'ai vu dans un journal étranger quelques révélations de l'enquête faite sur l'industrie privée des armes par la commission sénatoriale américaine.

Sir Austen Chamberlain, qui a obtenu le prix Nobel pour la paix en 1925, est l'un des principaux actionnaires de la Vickers-Armstrong, la grande fabrique d'armes anglaise.

Alfred Krupp, l'ami de Guillaume, était officier de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre russe de Pierre le Grand.

C'est délicieux. Quant à la France, elle prend le premier rang dans l'industrie des armes, dans les dépenses militaires et dans l'exportation des armes à l'étranger.

A bas l'autorité !

Le camarade Girodier nous écrit :

Au risque d'abuser de votre hospitalité, je vous demanderai de vouloir bien ouvrir la discussion entre nos camarades sur la tournure que prend de plus en plus la lutte menée contre nous un peu partout. AUTORITÉ, DISCIPLINE ! DISCIPLINE, AUTORITÉ ! *Que les dirigeants s'appellent Hitler ou Lerroux, Mussolini ou Doumergue, c'est sur ce thème qu'ils argumentent. Et je ne vous cache pas que je verrais avec grand plaisir nos amis répondre en empruntant les vers de La Fontaine :* « Notre ennemi, c'est notre maître ».

Depuis que j'ai l'âge de la réflexion, j'entends toujours ces tyranneaux de nations ou de villages se repérer sur ces mêmes principes. Annuler la volonté et l'action de ceux qui gênent les puissants d'un jour ou d'une heure au nom de la sacro-sainte autorité et d'autre part reléguer la masse humaine à l'arrière-plan au nom de la discipline ; c'est par ce moyen que les criminels de 1914 ont pu mener à bien leurs projets misérables. Le peuple a trop pris l'habitude d'obéir, et c'est contre cette malheureuse accoutumance que je voudrais voir nos camarades se dresser avec un ensemble parfait. Le mot de ralliement que je propose, c'est : « A bas l'autorité ! »

Les associations de chômeurs américains

Un camarade belge, Norel, de Liège, se référant aux quelques lignes de commentaires que nous avions consacrées au programme d'Upton Sinclair, nous écrit :

Dans le numéro 183 de la R. P., il est question d'associations de chômeurs travaillant sur des terres et dans des usines abandonnées, et échangeant entre elles leurs produits.

Il eut été intéressant (cette idée gagnant les esprits) de commenter les résultats acquis par ces organisations, afin de savoir quelles répercussions sociales peuvent amener ces tentatives et comment elles peuvent être considérées au point de vue syndical. Il y aurait là une belle étude à faire.

C'est tout à fait notre avis. Malheureusement nous n'avons pas les éléments — jusqu'à maintenant tout au moins — pour faire cette étude. Nous avons eu connaissance de l'existence de ces associations de chômeurs américains par la presse ouvrière américaine, mais ce que celle-ci en a dit, tout au moins ce que nous en connaissons, est trop fragmentaire pour permettre une étude d'ensemble.

Au syndicat, le pouvoir !

Ce même camarade nous écrit également :

Je ne suis pas complètement d'accord avec la formule « Tout le pouvoir au syndicat », *mais je ne peux m'empêcher de reconnaître votre sincérité dans la lutte que vous menez pour l'indépendance du syndicalisme. Lutte que je soutiens en tant qu'*indépendance *mais que je combats en tant que* pouvoir *pour des raisons indiquées dans une brochure que je vous envoie, et qui est actuellement discutée âprement par un groupe de camarades de Liège.*

Nous espérons donner prochainement une analyse détaillée de ce que nous entendons par le « pouvoir syndical », et notre camarade y verra qu'il n'y a là rien de contraire aux idées — excellentes — qu'il défend dans sa brochure.

Les « jeunes » et le chômage

J. Gallay, de Haute-Savoie, nous pose quelques questions :

Il faudrait reprendre le problème : « Les jeunes dans la situation de crise actuelle ».

1° Y a-t-il une proportion importante de jeunes (16 à 30 ans) dans les chômeurs inscrits à Paris ou dans les grandes villes ?

2° Trouve-t-on fréquemment dans les entreprises privées le sous-classement, situation de l'ouvrier ou de l'employé travaillant dans un cadre inférieur à celui que sa préparation lui permettrait ? L'avancement ?

3° Les revendications syndicales en vue de porter remède à la situation ?

Avouons que nous ne saurions apporter de réponses précises aux questions posées par notre camarade, et que nous ne connaissons rien où ce sujet soit traité avec précision.

Par contre, signalons que s'il existe une question des jeunes, il existe sous une forme plus aiguë encore une question des « vieux ». Nombreuses sont les corporations où on n'embauche personne de plus de 40 ans !

La révolte du vin algérien

Un camarade indigène d'Alger nous écrit à propos de la nouvelle grande campagne déclenchée en Algérie sur la sempiternelle question de la concurrence entre vins d'Algérie et vins du Midi :

Vous avez dû apprendre la révolte des vignerons contre la métropole... qu'ils ont décidé de boycotter, ainsi que de ne plus reconnaître les autorités et n'avoir aucunes relations avec elles.. Ils ne sont bons Français et patriotes que quand il s'agit d'écraser l'arabe.

C'est Algérien.

Evidemment ! — La « patrie » n'a jamais été que l'intérêt du coffre-fort.

Au bâtiment de Reims unitaires et contédérés réalisent leur unité d'action

Pour la première fois depuis la scission, les travailleurs du Bâtiment de Reims et des environs se sont réunis à la Bourse du Travail, le 14 octobre 1934, sur convocation des syndicats confédéré et unitaire et se sont mis d'accord sur un programme de revendications, en particulier pour engager toute action utile afin que soient préservés les droits des travailleurs dans les travaux régionaux.

Ils s'engagent également à œuvrer dans leurs organisations respectives pour que rapidement soit réalisée l'unité syndicale organique de la classe ouvrière et demandent aux directions des deux C.G.T. de trouver rapidement le terrain propice à cette réalisation.

PAGES D'HISTOIRE

Comment fut organisé le meurtre d'Alexandre II

Le jour de 1929 où Alexandre de Serbie établit sa dictature, marqua son destin, tout comme son homonyme, Alexandre II de Russie avait eu le sien marqué, 64 ans auparavant, le jour où il réaffirma le pouvoir absolu des czars.

On peut dire que le terrorisme moderne date de ceux qui, après déjà six attentats manqués, mirent fin, le 1er mars 1881 — en une septième tentative — aux jours du czar Alexandre II : les membres du parti de la Narodnaia Volia *(la Volonté du Peuple).*

La camarade Vera Figner a relaté dans ses Mémoires, *les détails de ce « complot » dans lequel elle joua un rôle qui devait lui valoir une condamnation à mort. Nous reproduisons ci-dessous cette page d'histoire qui montre quelle somme de dévouement et de courage est nécessaire aux poignées d'hommes qui se dressent, à peu près seuls, contre toutes les forces d'un Etat, à la disposition d'un maître tout-puissant.* — La rédaction.

Le Comité avait projeté de louer un magasin ou une boutique dans une des rues de Pétersbourg par lesquelles l'empereur passait le plus souvent. Du magasin, une mine devait être creusée sous la chaussée. Des agents étaient chargés d'observer les locaux à louer. Comme le tsar était obligé de se rendre fréquemment au manège Mikhailovski, on cherchait un local dans les rues avoisinantes. Le choix s'arrêta sur un magasin disponible dans la rue Petite Sadovaia et il fut décidé d'y ouvrir un commerce de fromage.

Je proposai de confier le rôle du patron à mon ami Iouri Nikolaévitch Bogdanovitch. Depuis mon départ de Saratov en 1879, je l'avais perdu de vue. Il avait traversé une longue maladie. Je l'avais retrouvé à grand'peine.

***

Le Comité Exécutif se réunit en conférence à la mi-février.

Il se demandait si une tentative insurrectionnelle était possible à la suite de l'exécution du tsar. Les révolutionnaires de Moscou et de province devaient répondre à cette question.

Leur réponse fut négative. Nos forces étaient trop peu importantes pour qu'une action dans la rue pût devenir sérieuse. Il fallut y renoncer. La révolution nous paraissait encore indistincte et lointaine.

Notre conférence eut lieu dans mon logis de la perspective Voznessenski. Pour ne pas exciter l'attention, nous nous réunissions à vingt-quatre heures d'intervalle, au nombre de vingt à vingt-cinq. Nous étions encore faibles, mais le problème de l'insurrection avait été posé. L'idée devait vivre.

***

Au magasin de la rue Petite Sadovaia, le commerce des fromages se poursuivait, et, chaque nuit, plusieurs membres du Comité et plusieurs de ses agents travaillaient dans le souterrain, à la pioche et à l'excavateur. La terre extraite remplissait les tonneaux destinés aux laitages. Suspendre ce travail c'eût été courir de grands risques. Le magasin mal achalandé, l'inexpérience des commerçants improvisés, une modification de l'itinéraire d'Alexandre II dans ses sorties du dimanche risquaient de faire perdre tout ce travail. Il fallait se hâter.

Le 15 février, un dimanche, l'empereur rentrant du manège Mikhailovski, passa par la Petite Sadovaia. La sape était prête mais la mine n'était pas encore mise.

Nous fûmes indignés, quand nous l'apprîmes, de la lenteur des techniciens. Peut-être faudrait-il attendre un mois que l'occasion se renouvelât.

Le Comité exigea que tous les préparatifs fussent terminés pour le 1er mars. On sait que le plan du septième attentat comportait trois parties : l'explosion de la mine, les bombes à main de quatre des nôtres — Ryssakov, Grinévitski, Timothée Mikhailov, Emélianov — et enfin, le poignard de Jéliabov.

Nous vivions dans l'anxiété. Le commerce des fromages durait depuis trois mois. En apparence du moins, les patrons de la boutique étaient irréprochables : Bogdanovitch, avec une barbe rousse en éventail, un large visage cuivré, un parler plaisant enrichi de faconde, Anna Yakimova avec son accent de Viatka et son air de femme du peuple. Mais c'étaient de médiocres commerçants. Les voisins ne voyaient pas en eux des concurrents. En outre, nous avions peu d'argent et les fromages ne rendaient pas. A une minute critique, j'eus le bonheur de trouver trois cents roubles pour les marchandises. La pauvreté du magasin ne sautait cependant pas aux yeux, comme j'eus l'occasion de m'en convaincre en allant, sous le prétexte d'acheter du roquefort, avertir nos camarades qu'ils étaient surveillés et que Soukhanov avait été pris en filature en sortant de chez eux.

L'inventaire avait bonne mine, mais les tonneaux étaient pleins de terre. L'inexpérience des commerçants, et peut-être la surveillance exercée sur quelques-uns de ceux qui travaillaient la nuit dans la sape (sans doute sur Trigoni, logé, nous le sûmes plus tard, chez des indicateurs de la police) avaient attiré l'attention sur le magasin.

***

Le 27 février, au soir, la police vint arrêter Trigoni qui occupait une chambre à la perspective Nevski ; on trouva chez lui André Jéliabov. Soukhanov nous apprit le lendemain matin la terrible nouvelle. Le bruit courut en ville que la police était sur le point de faire une découverte surprenante au centre de la ville, dans le quartier où se trouvait le magasin Kobozev. Kobozev (Bogdanovitch) lui-même avait reçu la visite d'une prétendue commission sanitaire, conduite par un ingénieur.

— « D'où vient cette humidité ? » avait demandé le commissaire de police en désignant une tache à côté d'un tonneau rempli de terre — « On a renversé là de la crème, à la veille de la mi-carême », répondit Bogdanovitch. Si le policier avait eu la curiosité de jeter un coup d'œil dans le tonneau, il aurait vu quelle crème se débitait là. L'ingénieur désigna, sous une fenêtre, un revêtement de planches fermant le souterrain :

— « Pourquoi ces planches ? » — « A cause de l'humidité ». Dans la pièce voisine, la terre était couverte de paille, de coke, de grosse toile. Il suffisait d'y regarder d'un peu près pour faire la découverte. L'ingénieur toucha du pied le coke, mais ne vit rien. C'était une chance inouïe ; la situation s'améliorait même, les soupçons s'étant avérés dénués de fondement. Mais nous étions stupéfaits. Une entreprise difficile et dangereuse, qui devait couronner deux années de lutte, pouvait donc échouer à la veille du succès !

Tout notre passé, tout notre avenir révolutionnaire étaient en jeu ce samedi, veille du 1er mars. Le passé : 6 tentatives de régicide, 21 exécutions que nous voulions oublier — et l'avenir, l'avenir large et clair que nous pensions conquérir à notre génération.

Tout conspirait contre nous : notre protecteur Kléotchnikov était perdu ; le magasin en danger ; Jéliabov, auquel incombait un rôle décisif dans l'attentat projeté, était pris : il fallait tout de suite aller chercher chez lui la réserve de nitroglycérine ; le logement de la rue Télejnaia, où se rencontraient, chez Sabline et Jessy Hellfman, les exécutants chargés des signaux et des bombes à main, semblait surveillé. Pour comble, nous apprîmes avec effroi que pas une des quatre bombes n'était prête... Le lendemain, dimanche, 1er mars, le tsar pouvait passer par la Petite Sadovaia... et la mine n'était pas prête.

*
* *

C'est dans ces circonstances que le Comité Exécutif se réunit à la perspective Voznessenski. Tous ses membres n'avaient pu être prévenus à temps. Etaient présents, outre Issaev et moi qui étions les maîtres du logis, Sophie Pérovskaia, Anna Pavlovna Korba, Soukhanov, Gratchevski, Frolenko, Tatiana Lébédiéva, peut-être Tikhomirov et Langans, je ne m'en souviens plus. Nous étions en proie à une commune anxiété. Quand Pérovskaia demanda s'il ne faudrait pas, au cas où le tsar ne passerait pas le lendemain par la Petite Sadovaia, agir avec les seules bombes à main, nous répondîmes tous : « Agir ! Agir, demain, à tout prix ! La mine doit être prête. Les bombes doivent être prêtes et servir avec ou sans la mine », Soukhanov seul déclara ne pouvoir dire ni oui ni non, les bombes n'ayant pas encore été mises à l'épreuve.

On était le samedi, à 3 heures environ de l'après-midi.

Issaev se rendit à l'instant au magasin pour y charger la mine, Soukhanov et les officiers aidèrent à « nettoyer » le logis de Jéliabov et de Sophie Pérovskaia ; cette dernière s'installa chez nous. Les exécutants n'avaient pas été avertis, mais leurs rôles étaient fixés à l'avance et les rendez-vous du dimanche pris.

A 5 heures du soir, Soukhanov, Kibaltchitche et Gratchevski devaient venir chez nous pour travailler, s'il le fallait, toute la nuit à la confection des bombes. Jusqu'à 8 heures, les membres du Comité Exécutif nous visitèrent sans cesse, apportant des nouvelles ou remplissant des missions. A 8 heures, nous restâmes seuls, cinq, avec Sophie Pérovskaia épuisée que nous engageâmes à prendre quelque repos. Je prêtai la main aux chimistes, tantôt déversant les explosifs Kibaltchitche, tantôt découpant avec Soukhanov les bidons de pétrole achetés pour servir d'enveloppe aux bombes. Les lampes et la cheminée brûlèrent toute la nuit. A 2 heures du matin, j'allai me coucher, car on n'avait plus besoin de moi. Quand, à 7 heures, nous nous levâmes, Pérovskaia et moi, nos trois camarades travaillaient encore, mais deux bombes étaient prêtes. Pérovskaia les emporta chez Sabline, rue Télejnaia. Soukhanov partit ensuite. J'aidai Gratchevski et Kibaltchitche à remplir les deux autres bombes que Kibaltchitche emporta. A 8 heures du matin, le 1er mars, quatre bombes étaient prêtes : trois hommes y avaient travaillé pendant quinze heures. A 10 heures, Pyssakov, Grinevitski, Emélianov et Timothée Mikhailov vinrent rue Télejnaia. Pérovskaia, qui n'avait pas cessé de les diriger de concert avec Jéliabov, leur donna des instructions détaillées sur les points où ils devaient se placer et se rendre après le passage du tsar.

*
* *

Par ordre du Comité, je devais, le 1er mars, rester jusqu'à 2 heures chez moi afin de recevoir les Kobozev. Bogdanovitch devait quitter le magasin une heure avant le passage du tsar et Yakimova après avoir signalé l'arrivée du tsar à la hauteur de la perspective Nevski ; le courant électrique devait être donné par Mikhaïl Frolenko qui sortirait ensuite du magasin comme un étranger, si toutefois l'explosion ne l'ensevelissait pas.

Vers 10 heures du matin, je vis entrer Frolenko. Je le vis avec stupéfaction déballer du saucisson et une bouteille de vin rouge et se disposer à déjeuner. Dans mon état de tension nerveuse, après notre décision et une nuit blanche, il me semblait qu'on ne pouvait ni boire, ni manger : « Qu'est-ce ? demandai-je presque avec horreur en voyant les dispositions matérialistes d'un homme très probablement voué à être enseveli ou déchiqueté par l'explosion. — « Je dois être en pleine possession de mes forces », répondit tranquillement mon camarade. Je ne pouvais que m'incliner devant cette insouciance du péril et ce souci unique d'être en possession de tous ses moyens pour remplir la mission acceptée.

Ni Bogdanovitch, ni Yakimova ne vinrent. Issaev et d'autres vinrent par contre, disant que le tsar n'était pas passé devant le magasin. Perdant de vue qu'ils n'avaient pas surveillé l'autre itinéraire de l'empereur, je sortis, pensant que des causes imprévues avaient fait échouer l'attentat.

L'empereur n'était pas passé par la Sadovaia, mais Pérovskaia avait fait preuve d'un grand sang-froid dans le calcul. Prévoyant que le tsar suivrait le canal Ekatérininski, elle avait sur-le-champ modifié toutes les dispositions de manière à agir avec les seules bombes. Elle avait placé les exécutants à de nouveaux postes. Elle devait elle-même leur donner le signal, en agitant son mouchoir.

Un peu après 2 heures, deux explosions semblables à des coups de canon retentirent : la bombe de Ryssakov endommagea la voiture impériale. La bombe de Grinévitski abattit l'empereur, tué sur le coup. Le révolutionnaire lui-même, mortellement blessé, mourut au bout de quelques heures.

*
* *

Quand je sortis, tout était calme. Une heure après, on parlait en ville de plusieurs explosions, le bruit courait que l'empereur était tué et que l'on prêtait déjà, dans les églises, serment au nouvel empereur.

Je me précipitai vers nos camarades. On remarquait l'émotion dans les rues. Les gens parlaient de l'empereur, de blessures, de sang, de mort.

J'arrivai chez moi et j'y trouvai des amis qui ne soupçonnaient rien encore, tellement bouleversée que j'eus à peine la force de balbutier que le tsar était tué. Je pleurai comme les autres ; le cauchemar qui, depuis des dizaines d'années, avait pesé sur la Russie, était donc dissipé. Cette minute rachetait l'horreur des prisons et des exils, des violences et des cruautés subies par des centaines et des milliers des nôtres, cette minute rachetait le sang de nos martyrs, cette minute, rachetait tout ! Un lourd fardeau tombait de nos épaules, la réaction allait prendre fin, la rénovation de la Russie allait commencer.

A cette heure solennelle, nous ne pensions qu'à l'avenir meilleur de notre pays.

Vera FIGNER.

(*Mémoires d'une révolutionnaire*, traduits par Victor Serge).

LE MEURTRE D'ALEXANDRE

La Canebière, attentat fasciste?

Le *Popu*, parlant de l'affaire de la Canebière, dit : « C'est un attentat fasciste ». Le fasciste Alexandre aurait été descendu à l'instigation d'autres gouvernements fascistes, Hongrie ou Italie, et à la satisfaction du fasciste Hitler dans le lointain.

On peut dire cela évidemment. Mais à condition de ne pas oublier que les raisons de voir en cette exécution un épisode de politique *intérieure* yougoslave sont aussi fortes, ou même beaucoup plus fortes.

Raisons "nationales"

Qu'est-ce que la « Yougoslavie », ou pays des Slaves du Sud ? C'est, en principe, un assemblage de « Slaves » (qui saura jamais ce que c'est exactement qu'un « Slave » ?) sous la direction du gouvernement de Belgrade. Mais en fait : 1° les Slaves ainsi assemblés sont *très différents* ; 2° à ces « Slaves », pour arrondir le territoire, les vainqueurs ont délibérement ajouté des populations non slaves : hongrois au nord, albanais au sud-ouest, macédoniens au sud-est ; 3° la direction du gouvernement de Belgrade s'est vite révélée être la plus caractérisée des oppressions. Aucune trace de démocratie, aucun compte tenu des aspirations des divers pays, mais sabre et botte, direction de garde-chiourme (non pas, naturellement, à cause d'une perversité particulière au tyran de Belgrade, mais vraisemblablement parce qu'il ne pouvait pas en être autrement. Pour retenir un assemblage qui se dissocie, il faut de forts liens.)

Les « Slaves » de la Slavie du Sud sont très différents les uns des autres, avons-nous dit. Ils le sont par la langue, par l'histoire, par le degré de civilisation, par la religion, par l'alphabet même (alphabet cyrillique à Belgrade, latin à Zagreb). Croates, slovènes, dalmates, bosniaques ne parlent pas la langue de Belgrade, sont catholiques (sauf les musulmans de Bosnie) alors que le gouvernement serbe est « orthodoxe ». Grande différence de degré de « civlisation » : le train qui vous mène de Belgrade à Zagreb vous fait passer d'un monde dans un autre. On quitte les Balkans et on est tout étonné de trouver l'Europe. Serbie, pays sans routes, presque sans maisons, pays à buffles et à carrioles invraisemblables ; — Croatie, belles routes à autos, villages d'allure européenne ; la main civilisatrice de l'Autriche a passé par là. Au point de vue économique enfin, les forces de désunion sont grandes. Tous ces pays sont paysans, c'est vrai. Mais les uns regardent vers l'Adriatique (Dalmatie, Slovénie, Croatie), tandis que le débouché naturel de la Serbie, le rêve de conquête de tous les gouvernements de Belgrade, c'est la mer Egée, c'est Salonique.

Quant aux populations non slaves, hongrois du nord du Danube, albanais du sud-ouest de Nich et macédoniens, je n'ai pas besoin d'insister pour qu'on comprenne qu'ils n'ont rien de commun avec Belgrade.

Tant de forces de dissociation n'ont pas attendu 1934 pour se manifester sur l'arène politique.

La grosse chose fut le mouvement croate, le mouvement de Raditch. Il y a exactement dix ans, ce chef du « parti paysan croate », parti le plus important de l'*Internationale paysanne* (car Moscou a eu une internationale paysanne, comme il a eu un internationale syndicale, comme il y a eu tant de choses !) incarnait les aspirations de la Croatie tout entière. Et la Croatie tout entière le crut sur le point de réaliser son rêve unanime : desserrer les liens avec Belgrade, soit par l'indépendance totale de la Croatie, soit par l'autonomie d'une république croate à l'intérieur du royaume yougoslave, comme la république irlandaise est autonome à l'intérieur de l'Empire britannique.... Mais ce qui est possible à la profonde intelligence politique et à la sportivité des britanniques ne l'est pas à tout le monde ! Et finalement le mouvement Raditch fut un échec, couronné par l'assassinat du tribun au parlement, comme l'autre tribun paysan, Gracchus, poignardé en plein forum.

Depuis lors, aucune voie légale ne fut plus ouverte aux revendications croates.

Les Croates ne s'en sont pas mis naturellement à aimer davantage ceux qu'ils considèrent comme leurs oppresseurs et comme des arriérés. L'opposition, disparue de la surface, continua à couver dans la profondeur et revêtit tout naturellement

la forme ultra-classique de la politique balkanique : le terrorisme. On nous parle de l'organisation des « oustacha » croates. Elle est, au nord, le pendant du « comité de l'indépendance macédonienne » (comitadjis) et du « comité de Kossovo » (Katchaks albanais) au sud. Si Alexandre, *principale* cible depuis 29 de ces trois comités (plus des comités que je ne connais pas !) n'est pas tombé plus tôt, c'est qu'il a été prudent dans ses rares sorties. Il faut être menteur comme un journal de Paris pour dire qu'il « aimait à se mêler à son peuple ». Il ne sortait pour ainsi dire jamais ; quand il le fit, malgré des précautions fantastiques, les balles sifflèrent à ses oreilles : Zagreb. Son sort sanglant *était écrit*, non pas dans les astres, mais dans la colère de peuples qui ne passent pas pour des peuples de nouilles. Son sort sanglant ne peut être une surprise que pour des imbéciles de policiers français.

Raisons intérieures

Aux raisons « nationales » qu'il avait d'être détesté, le personnage en ajoutait d'autres de politique purement intérieure. Il réalisait cette chose étrange — et si imprudente — d'être un roi qui règne *et qui gouverne*. Et de quelle façon ! A la manière d'un dictateur communiste ou fasciste. A partir de 1929, il applique la formule si à la mode : « *Un parti au pouvoir, les autres en prison.* » Coup d'état royal, renvoi du parlement et envoi dans toutes les prisons du territoire de tout ce qui est supposé ne pas être totalement dévoué à la toute petite clique qui vient de prendre le pouvoir... Avec ça, compagne habituelle des régimes de terreur, une misère épouvantable.

Avec la crise économique, avec l'effondrement des prix des produits de la terre, ces populations paysannes se trouvent privées de tout « pouvoir d'achat ». Plus d'argent, le paysan est obligé de vivre replié sur lui-même ; la décadence complète. Je crois bien avoir entendu dire par un camarade serbe en 32 que l'on ne payait plus les traitements des fonctionnaires. Alors, par exemple, les instituteurs étaient autorisés à tenir boutique, soit d'épicerie, soit d'autre chose. Cependant, on peut en être sûr, l'armée continuait à toucher ses salaires. Les derniers dinars d'un Trésor presque à sec ne pouvaient aller, comme dans la Rome décadente, qu'à l'*armature du régime ;* si toutefois on peut appeler cela un « régime ».

Un Sarajevo renversé

Et maintenant concluons sur l'épithète de « fasciste » prêtée à cet attentat.

Premier point : les gens de Yougoslavie ont cent raisons d'en vouloir à leur gouvernement ; 2° ils ne peuvent combattre ce gouvernement que par le terrorisme ; 3° ce terrorisme ne peut être organisé que du dehors. Voilà trois points qui me paraissent hors de contestation. Suffit-il, pour que l'acte des terroristes ait un caractère fasciste, que le territoire sur lequel ils sont réfugiés soit un territoire fasciste ? Evidemment non. Cependant, il est incontestable que l'acte en question n'a pu être préparé qu'avec, au moins, la passivité bienveillante du gouvernement hongrois. Et après ? *C'est la règle du jeu balkanique.* (Et depuis 1918 les Balkans s'étendent fort au nord du Danube !) *Tout gouvernement balkanique soutient les terroristes de ses voisins.* La majorité des bandes de comitadjis « macédoniens » ne sont-elles pas soutenues par la Bulgarie ? Quelques autres, qui combattent les premières, ne le sont-elles pas par la Serbie ? N'y a-t-il pas eu aussi des comitadjis grecs, c'est-à-dire soutenus par la Grèce ?

A vrai dire, l'attentat de la Canebière, c'est Sarajevo renversé. A Sarajevo un slave soudoyé par Belgrade fait sauter la famille royale de la Hongrie-Autriche. A Marseille, la Hongrie, par l'intermédiaire d'un autre slave, aide à zigouiller le roi de Belgrade. C'est seulement si l'on proclamait Sarajevo « royaliste » que l'on pourrait dire la Canebière « fasciste ». L'un et l'autre, loin de pouvoir se qualifier d'un seul adjectif, résultent d'un mélange très balkanique de révolte intérieure et d'appétits extérieurs. Sarajevo c'était la révolte des slaves de Croatie-Slovénie, opprimés par l'Autriche-Hongrie, *plus* les convoitises de Belgrade. La Canebière, c'est la révolte des slaves de Croatie-Slovénie opprimés par Belgrade, *plus* les convoitises de la Hongrie. Ni fascisme, ni démocratisme : balkanisme intégral.

Autre rapprochement amusant : c'est à l'assassinat (Sarajevo) qu'Alexandre devait de régner sur la Croatie ; c'est un assassin croate qui lui retire et le règne et la vie.

Conséquences ? J'ai cru dans les premières minutes que cet attentat politique se différenciait des autres attentats politiques en ceci qu'il était susceptible d'avoir des conséquences *politiques*. La main de fer du dictateur desserrée par la mort, je voyais les forces centrifuges exploser comme un gaz brusquement décomprimé, je voyais l'éparpillement de cet état disparate. (Ce qui n'est d'ailleurs pas à souhaiter, l'éparpillement valant rarement quelque chose, et la seule formation « progressive » (1) paraissent être une *vraie Yougoslavie*, une vraie slavie du sud comprenant la Bulgarie, allant de l'Adriatique à la Mer Noire. Ce ne sont pas les souverains qui la réaliseront.)

Mais aucun événement de premier plan ne s'est produit.. Cela ne veut pas dire qu'il ne se soit rien produit. Observons le silence des journaux. Ils sont aussi discrets que pendant la guerre.

J. PÉRA.

(1) Je m'excuse beaucoup d'employer cet adjectif. J'ai idée que le progrès n'est pas là-dedans. Et que toutes les formations politiques territoriales sont des jeux vains pour le bonheur des peuples et des individus.

ASSASSINATS

Peut-on rappeler que le meurtre de l'archiduc Ferdinand à Sarajevo fut organisé par des membres de l'entourage de celui qui devait devenir plus tard le roi Alexandre ?

ASSASSINATS

Peut-on rappeler que l'assassinat de Raditch, le leader paysan croate, a préludé au coup d'Etat par lequel le roi Alexandre s'est arrogé le pouvoir absolu ?

ASSASSINATS

Peut-on rappeler que la dynastie du roi Alexandre accéda au trône par l'assassinat de la famille régnante précédente ?

Après les C. C. N.

Les directions confédérales n'ont pas voulu se mettre d'accord

Nous étions nombreux à espérer que des derniers C.C.N. sortirait enfin la réalisation de l'unité syndicale en France. L'ardente volonté d'unité des ouvriers, née de l'émeute fasciste du 6 février, avait provoqué des rapprochements nombreux, voire des accords, entre organisations syndicales unitaires et confédérées ; des résolutions nombreuses de syndicats, d'unions, de fédérations réclamaient l'entente entre les deux directions confédérales pour la convocation en commun d'un congrès d'unité.

Cet espoir vient d'être déçu. Les C.C.N. se sont séparés sans se mettre d'accord. D'un côté et de l'autre, malgré les apparences, aucune concession n'a été faite : la C.G.T. ne veut d'unité qu'au sein de ses organisations, la C.G.T.U. s'en tient à ses propositions initiales et reprend sa propagande en faveur de « syndicats uniques », qu'elle semblait disposée à abandonner, d'après les déclarations faites par un de ses représentants devant le congrès de la fédération confédérée des Services publics.

Les C.C.N. se sont séparés sans se mettre d'accord. Il y a bien eu entre eux échange de délégations, mais on n'a pas voulu qu'il y ait discussion commune. Ceux qui avaient intérêt à ne pas aboutir se sont arrangés pour que la discussion entre les deux C.G.T. s'engage entre délégués des directions confédérales plutôt qu'entre représentants d'unions et de fédérations. On était plus sûr ainsi d'aboutir à l'échec désiré.

A la C.G.T. : deux courants opposés

Il y eut cependant au sein du Comité national confédéré, un effort magnifique en faveur de l'unité. Une pléïade de militants, surtout des jeunes, ont défendu le congrès de fusion avec autant de chaleur que de ténacité. Mais la « vieille garde » veillait et, un moment désarçonnée, elle reprit vite le dessus pour orienter les négociations avec les unitaires vers une impasse.

Car, si l'on veut comprendre quelque chose au C.C.N. confédéré, ce n'est pas aux votes — toujours unanimes — qu'il faut se reporter, mais aux discussions qui ont précédé ces votes et qui montrent, de façon tout à fait évidente, qu'il y a à la C.G.T. deux courants nettement opposés : un courant pour l'unité, qui est également un courant révolutionnaire, et un courant réformiste, qui est contre l'unité et qui ne s'abrite derrière la motion de Japy que parce qu'il sait que les gens d'en face n'en veulent pas.

Ceux qui peuvent avoir des doutes sur cette affirmation n'ont qu'à relire les discours prononcés par certains leaders. En particulier ceux de Vigne, de Liochon, de Bard et surtout celui de Jouhaux.

Vigne et Bard, par exemple, déclarent qu'ils n'ont pas confiance en la loyauté des communistes. Ils ne croient pas en leur sincérité quand ils se disent partisans de l'indépendance syndicale (1). Ils ne veulent pas oublier les responsabilités de la scission, dont ils chargent, naturellement, les seuls unitaires, contre lesquels ils veulent prendre de sérieuses garanties. Et ils vont jusqu'à menacer de rompre avec la C.G.T. si les propositions de la C.G.T.U. étaient acceptées.

Liochon, non plus, ne veut faire aucune concession à « ces messieurs de la scission ». Ces « Messieurs de la scission ! ». Liochon sait cependant mieux que quiconque que c'est son attitude à lui, au moment de la scission, qui a déterminé la démission de Villeval du poste de secrétaire-adjoint de la Fédération du Livre. Liochon — pas plus que Vigne — n'ignore ni la reconnaissance par la C.G.T. de la minorité fédérale des Cheminots, ni les nombreuses exclusions pour délit d'opinion, ni les incidents du congrès de Lille où la direction confédérale avait amené une équipe de matraqueurs, ni l'aveu fait par un des représentants de la C.G.T. que le vote de la résolution de Lille devait, dans l'esprit de la majorité, conduire à la scission !

Liochon, qui sait tout cela et bien d'autres choses encore qui prouveraient que les principaux artisans de la scission se trouvaient dans la majorité confédérale d'alors, continue à accabler les unitaires de toutes les responsabilités

Mais à quoi riment, je vous prie, toutes les suspicions, les accusations et les condamnations dans un débat sur l'unité ? Si tous les reproches que l'on fait aux communistes — ceux qui sont mérités et ceux qui ne le sont pas — valent contre le congrès de fusion, ils valent également contre la formule d'unité préconisée par les congrès de Japy et de la Mutualité. Car, enfin, si les communistes n'inspirent aucune confiance, si l'on est convaincu qu'ils ne peuvent que nuire à l'organisation, alors comment peut-on sincèrement leur proposer de rentrer à la C.G.T. ?

Ne vaudrait-il pas mieux dire franchement que l'on ne veut pas d'unité avec eux et reconnaître que ce n'est pas seulement à cause de leurs défauts, mais surtout à cause des idées qu'ils représentent ou qu'ils sont censés représenter !

Un discours « furieusement unitaire »

J'ai eu l'occasion d'entendre le discours du « général ». Le ton seul pouvait suffire pour en

(1) On a vu par ailleurs comment le secrétaire de la Fédération des Mineurs pratique l'indépendance syndicale.

comprendre le sens. Avec quelle véhémence, Jouhaux fait le procès des unitaires ! Et quels amers reproches adresse-t-il aux délégués qui préconisent le congrès de fusion ! Quelles menaces aussi !

Quand on l'a entendu, on ne peut plus douter que Jouhaux est vraiment partisan de l'unité syndicale ! Il l'est même furieusement !

« Il y a une unité de réalisée dans la C.G.T., *s'écrie-t-il*. Est-ce que vous allez la sacrifier à une unité hypothétique, non encore réalisée ?... Nous défendrons la continuité de la C.G.T.... L'augmentation de la puissance numérique par le fait de l'unité, permettez-moi de vous dire que je n'y crois pas, parce que pour ceux qui viendront, *combien d'entre nous partiront ?* C'est la question à poser. Elle n'est pas une hypothèse, elle est une réalité... Pensez-vous que vous gagneriez beaucoup à réaliser l'unité avec vos adversaires d'hier *en vous séparant de vos amis d'hier et d'aujourd'hui ?...* »

Quant aux unitaires, il n'admet pas leur formule restrictive de l'indépendance à l'égard de la bourgeoisie et de ses gouvernants. Il est pour la formule large et générale de l'indépendance à l'égard de tous les partis politiques et de tous les gouvernants. Et il ne craint pas d'ajouter : « *Est-ce que nous avons eu à l'égard de la bourgeoisie et de ses gouvernants les moindres défaillances ?* » Mais les autres ont-ils une indépendance à l'égard de certain gouvernement? « *Hier contre la S.D.N.; hier contre le B.I.T. ; hier nous étions des traîtres... Aujourd'hui, renversement total de la vapeur ; ce qu'on condamnait il faut l'adorer... C'est cela l'indépendance ?... Est-ce que cela nous apporte les garanties dont nous avons besoin ?* »

Jouhaux n'admet pas davantage que l'unité d'action réalisée par les partis socialiste et communiste puisse être évoquée au C.C.N. en faveur de l'unité syndicale, et l'infortuné Joly qui s'est permis d'en parler se voit infliger une leçon de syndicalisme et d'histoire. Jouhaux l'a entendu avec souffrance dire qu'il fallait tenir compte de ce qui existait du point de vue politique. Par contre, il ne dit pas s'il a également souffert en lisant en tête du *Peuple* du 27 juillet dernier, sous la plume autorisée de René Belin, un article intitulé : « *L'instrument le plus fort contre le fascisme : l'unité organique politique et syndicale* », article dans lequel il pouvait lire cette conclusion : « *L'unité politique présente pour les syndicalistes une garantie suprême : celle de leur indépendance* ». Il est vrai qu'en ce qui concerne Belin, quand il mêle les questions de parti et de syndicat, c'est dans le noble but d'accumuler les obstacles à l'unité syndicale. Tandis que Joly...

Enfin, Jouhaux s'en prend à tous ceux qui préconisent la fusion et les accuse de faire bon marché de la C.G.T., qu'ils aiment, dit-il, « *jusqu'à vouloir l'étouffer* ». Parce que, dans sa bouche, vouloir l'unité, c'est vouloir la mort de la C.G.T.

Qu'à la fin d'une telle diatribe, Jouhaux préconise l'unité dans la C.G.T. et l'entrée en relations avec une délégation de la C.G.T.U., voilà ce que beaucoup de délégués n'ont pas compris. La conclusion logique d'un tel discours, c'était : pas d'entente possible avec les unitaires. Restons comme nous sommes, les choses vont très bien ainsi.

La résolution votée

Après les discours, la cuisine.

Il fallait obtenir du C.C.N. le vote d'un texte qui permettrait de torpiller sûrement le congrès de fusion. Jouhaux propose une commission de résolution de dix membres qui devra rapporter devant l'assemblée. Dans cette commission figure un seul partisan du congrès de fusion, le jeune camarade Saillant. Ce qui est arrivé était facile à prévoir : Saillant adopte, avec l'ensemble de la commission, le texte présenté, et c'est lui qui invite les camarades qui avaient le mandat de défendre le congrès de fusion à se rallier à un texte qui n'était, de l'avis même du rapporteur, que l'application de la motion de Japy.

C'était dur à faire avaler. Courrière déclare ne pouvoir accepter, et Delmas annonce qu'il va opposer un autre texte. Désolation ! La sacro-sainte unanimité est sérieusement en danger. On essaie en vain de faire comprendre à Delmas que la fidélité à son mandat est de nature à faire courir les plus graves dangers à la C.G.T. Le plus véhément contre Delmas fut Rambaud ; ce qui parut fort déplacé à plus d'un délégué.

Mais Delmas ne céda pas. Au surplus, découvrant dans le projet de la commission deux paragraphes contradictoires, il demanda un effort de clarté. On renvoya alors le texte à la commission en lui adjoignant Delmas, Courrière et Jeannin.

De cette nouvelle délibération est sortie la résolution suivante, qui ne fait plus obligation aux unitaires de rentrer à la C.G.T., mais affirme que l'unité syndicale ne peut être réalisée que par la « reconstitution totale de la vieille C.G.T. » :

Le Comité confédéral national affirme à nouveau sa volonté de réalisation de l'unité syndicale.

Il ratifie sans réserve les réponses du Bureau de la C.G.T. et de sa commission administrative aux correspondances de la C.G.T.U.

En ce qui concerne les bases sur lesquelles l'unité syndicale doit s'effectuer, le Comité confédéral national confirme :

Que l'unité syndicale ne peut être réalisée que par la reconstitution totale de la vieille C.G.T.

Il décide que des garanties certaines doivent être données pour assurer l'indépendance absolue et constante du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques, des sectes philosophiques et groupements extérieurs, ainsi que de tous les gouvernements.

Il déclare qu'il ne peut être question de la représentation obligatoire des minorités. Il entend que la démocratie syndicale soit la règle de vie des organisations syndicales confédérées, assurant ainsi à chaque syndiqué la liberté d'expression et tous les droits à l'administration syndicale.

Ces règles admises par la C.G.T.U.

Le Comité confédéral national indique que tous les syndicats confédérés sont prêts à entrer en contact avec les syndicats unitaires pour la réalisation de l'unité organique, laquelle exclut les syndicats dits « uniques » et toutes autres formations.

Si la C.G.T.U. décide de lancer, sur les bases sus-indiquées, le même appel à ses syndicats, la commission nommée dès maintenant par le Comité confédéral national pourra entrer immédiatement en rapport avec une commission de la C.G.T.U. pour préparer et arrêter les dispositions nécessaires à la tenue du congrès extraordinaire d'unité.

Le vote de cette résolution provoqua des mouvements bien divers. Si les partisans de l'unité étaient rayonnants de joie, par contre, la consternation se lisait sur bien des visages.

Si la C.G.T.U. l'avait compris, ou plutôt si elle l'avait voulu, l'unité était réalisable sur la base

de cette résolution qui supprimait le principal obstacle à l'accord entre les deux C.G.T.

Mais, à la C.G.T.U., on n'a pas voulu profiter de l'occasion et l'on a préféré tendre une perche secourable à la direction de la C.G.T. pour lui permettre de rattraper le terrain perdu.

Au lieu d'accepter la résolution de la C.G.T., dans laquelle s'exprimait un désir sincère d'unité, les dirigeants unitaires ont préféré pondre un nouveau texte... auquel, naturellement, la C.G.T. a répondu ! Et, dans sa réponse, elle a glissé le paragraphe suivant qui annule les concessions arrachées dans la résolution votée :

« *Il* (le C.C.N.) *précise que l'adhésion de la C.G.T. reconstituée à la Fédération syndicale internationale ne saurait être remise en question et que c'est dans le cadre des statuts de la C.G.T., révisibles seulement par voie régulière, que le regroupement des forces ouvrières et en particulier le congrès extraordinaire d'unité couronnant les fusions à la base, doit s'effectuer.* »

Ainsi, la « reconstitution totale de la vieille C.G.T. » ne se fait plus sur une base paritaire, mais « dans le cadre des statuts de la C.G.T. ». Et comme l'échange des textes n'est pas terminé, la C.A. de la C.G.T publie une nouvelle déclaration, le 12 février, pour dire que même à la base, l'unité doit se réaliser dans les syndicats confédérés.

C'est la reprise pure et simple de la thèse du Bureau confédéral avant le C.C.N.

Ainsi, toutes les résolutions d'unions et de fédérations, tous les débats du C.C.N., la résolution même qui y fut votée et que nous reproduisons plus haut, tout cela ne compte pas devant la toute-puissance de l'état-major confédéral !

La C. G. T. U. n'a pas varié

Lorsque la C.G.T.U. s'est déclarée subitement en faveur du congrès de fusion, nous avons été nombreux à nous en réjouir. Non pas seulement parce que ça nous lavait des insultes, des calomnies et des violences que nous avons subies de la part des dirigeants unitaires pour n'avoir jamais cessé de défendre cette position, mais surtout parce que cette nouvelle attitude ranimait nos espoirs en la réalisation prochaine de l'unité syndicale.

Cependant, pensions-nous, pour que tout le monde puisse croire à leur sincérité, les dirigeants de la C.G.T.U. devraient expliquer les raisons de leur volte-face, tout au moins reconnaître franchement qu'ils ont changé d'attitude concernant le problème de l'unité et qu'ils abandonnent la position qui fut la leur encore au dernier congrès confédéral.

Nous n'avons jamais reçu cet aveu. Bien au contraire, au moment où ils faisaient les plus pressantes propositions à la C.G.T., ils affirmaient obstinément qu'ils avaient toujours poursuivi le même but et que leur position n'avait pas changé.

Eh bien ! à présent, nous pouvons reconnaître qu'en effet les dirigeants de la C.G.T.U. n'ont pas varié. L'unité reste pour eux un thème facile pour manœuvrer les ouvriers, mais ils n'en veulent pas plus aujourd'hui qu'au moment où ils disaient qu'une C.G.T. unique ne pourrait être qu'une C.G.T. de trahison. Leur propagande d'aujourd'hui en faveur des « syndicats uniques » est la condamnation de celle d'hier en faveur des « Comités d'unité » et s'ils proposent le congrès de fusion, c'est avec l'espoir qu'il sera repoussé par la C.G.T.

Voyez leur attitude. Jusqu'à la veille des C.C.N., ils font les plus larges concessions : ils proposent d'abord le front unique ; puis, devant le refus de la C.G.T., qui s'en tient à l'unité organique, ils proposent le congrès de fusion. La C.G.T. ne voulant pas sortir de ses résolutions de Japy et de la Mutualité, les unitaires consentent à discuter là-dessus et demandent des éclaircissements (que la C.G.T. refuse de donner en rompant les pourparlers). Ils semblent même disposés à renoncer aux « syndicats uniques ».

Jusqu'à la veille du C.C.N., la position des dirigeants unitaires pouvait faire illusion aux plus méfiants... Mais voilà que l'idée d'unité fait des progrès rapides dans le pays. Les organisations confédérées qui préconisent la reprise des pourparlers avec la C.G.T.U. sont de plus en plus nombreuses, peut-être vont-elles se trouver en majorité au C.C.N....

Un recul stratégique

Alors, tout doucement, on se met à parler un peu plus du front unique et un peu moins de l'unité syndicale. On vante à nouveau les « syndicats uniques », puis l'on ressort une formule qui avait servi jadis contre l'unité et on l'étale sur toute une page de *l'Humanité* : « Vive la C.G.T. unique, lutte de classe ». Et pour bien éclairer le sens de cette formule, on n'hésite pas à déclarer que l'unité n'est pas possible sur la base du programme actuel de la C.G.T., que la C.G.T. unique ne continuera certainement pas la C.G.T. de collaboration, etc... On se réserve ainsi une porte de sortie, parce que l'on sait très bien qu'en l'état actuel des choses, les communistes ne seraient jamais assez nombreux pour faire prévaloir leurs solutions dans un congrès d'unité.

Nous ne sommes suspects ici d'aucune sympathie pour les « plans » de la C.G.T. et ses tentatives de « rénovation économique ». Mais nous dirons que, lorsqu'on est vraiment unitaire, on n'a pas le droit de faire de leur rejet une condition à l'unité. La véritable démocratie syndicale exige que l'on s'incline devant les votes des majorités quels qu'ils soient.

Les débats et les résolutions du C.C.N. unitaire ne pouvaient que fortifier cette impression qu'en effet les dirigeants de la C.G.T.U. n'ont pas changé. Après avoir adressé à la C.G.T. des propositions d'unité immédiate, ils n'y pensent déjà plus, et les voilà qui dissertent à perte de vue sur les « tâches d'organisation » et les meilleurs moyens de renforcer la C.G.T.U. ; un secrétaire confédéral dira même que l'on arrivera d'autant mieux à réaliser l'unité que les syndicats unitaires seront plus forts. C'est donc pas pour tout de suite, l'unité ?

Alors que des militants attendent anxieusement, d'une heure à l'autre, la réponse de la C.G.T., le citoyen Mauvais leur indique le moyen de réaliser l'unité... en l'an 2000 !

De discussion au sein de la C.G.T.U., on ne peut pas dire qu'il y en eut. Là, on a pris l'ha-

bitude de toujours approuver les dirigeants. Il y a un an, Frachon repoussait les « billevesées » de ceux qui préconisaient le congrès de fusion et le front unique avec les dirigeants de la C.G.T., « *qui ont une politique opposée aux intérêts de la classe ouvrière* » et dont « *le souci dominant est d'empêcher tout mouvement de lutte de classes* ». Il y a un an, le citoyen Gourdeaux me traitait de provocateur parce que je défendais le congrès de fusion, alors que lui ne voulait avoir aucun contact avec les « chefs traîtres ». Cette année, avec la même sincérité, Frachon et Gourdeaux sont allés proposer le congrès de fusion aux chefs de la C.G.T. Et, des Gourdeaux et des Frachon, il n'y a presque que de ça parmi les permanents de la C.G.T.U.

Il n'y eut donc pas de discussion au C.C.N. unitaire, parce que tout le monde est toujours d'accord avec les initiatives d'en haut. A une exception cependant, une seule : les camarades Salducci et Bouët, représentant la fédération de l'Enseignement. Bouët et Salducci ont osé discuter les propositions de leur centrale et donner l'opinion de leur organisation.

Et cette opinion, ma foi, est apparue comme plus hostile à l'unité que celle des secrétaires de la C.G.T.U. Comme certains orateurs confédérés, Bouët demande des précautions et des garanties. En ce qui le concerne, il devrait cependant se persuader qu'il n'aurait pas de peine à trouver au Syndicat national des Instituteurs au moins autant de garanties qu'avec ses camarades de la M.O.R. et de la direction de la C.G.T.U. !

En tout cas, les camarades de la Fédération de l'Enseignement peuvent être rassurés, il ne sera « rien fait de grave » par la direction de la C.G.T.U., puisque sa réponse à la dernière communication de la C.G.T., parue dans *l'Huma* du 19 octobre met le point final aux négociations entre les deux C.G.T.

Pour l'unité, quand même !

L'échec des pourparlers entre les deux C.G.T. va causer une grande déception dans les rangs ouvriers. Les travailleurs comprendront difficilement que pour une question de procédure ou de préséance on sacrifie leurs intérêts les plus évidents et on les livre sans défense efficace aux coups de la bourgeoisie et du fascisme. Eux qui veulent l'unité et qui la veulent sans arrière-pensée ne comprendront pas que la C.G.T. n'accepte pas le congrès de fusion, et ils ne comprendront pas davantage que la C.G.T.U. n'accepte pas la rentrée à la C.G.T.

Pour eux, que l'unité se fasse d'une façon ou de l'autre, le résultat recherché serait atteint puisqu'ils se trouveraient réunis dans la même organisation.

Les travailleurs vont être déçus. Peut-être seront-ils tentés, dans certains cas, de recourir à des solutions partielles, fragmentaires. Nous pensons ici qu'il y a une faute à ne pas commettre : en aucun cas et sous aucun prétexte, les syndiqués ne doivent quitter leurs syndicats, et les syndicats ne doivent abandonner leurs organisations centrales.

Nous savons qu'il n'y a pas d'unité possible, d'unité totale, sans entente entre les représentants des deux C.G.T. La dernière vague d'unité a échoué ; une autre vaincra. Continuons la pression sur les chefs hostiles, et nous les aurons !

Il ne faut pas quitter son syndicat ! Mais les contacts établis entre organisations parallèles doivent être maintenus. Répandons l'esprit d'unité en habituant les militants de différentes tendances à travailler ensemble, à militer ensemble, à lutter ensemble. Les Comités de liaison créés en différents endroits nous semblent la meilleure forme de ce rapprochement. Et ceux-mêmes qui ont participé à la formation des syndicats dits uniques et qui sont sincèrement désireux de travailler à l'unité syndicale devraient adopter la formule des Comités de liaison, qui leur permettrait de maintenir les rapports établis entre eux tout en restant adhérents à leurs organisations régulières.

Comme cela, les fruits de la campagne d'unité d'avant les C.C.N. ne seront pas perdus et ils faciliteront une victoire qui ne saurait tarder encore longtemps.

F. CHARBIT.

Ce que l'on dit de la R. P.

Voilà ce que dit de la *Révolution Prolétarienne*, *l'Effort*, journal des syndicats autonomes du Bâtiment de Lyon, dans un grand appel qu'il adresse à ses lecteurs en faveur de notre revue, dont nous le remercions chaleureusement :

La publication qui répond le mieux aux besoins immédiats est bien, pour les militants, LA REVOLUTION PROLETARIENNE, publiant des documents précis sur les questions les plus importantes, confrontant dans ses colonnes les opinions diverses, ou opposées, largement ouverte aux militants de base, par sa revue « des faits de la quinzaine », par sa Tribune des « lettres de militants », par ses études politiques, nationales ou internationales, ses comptes rendus de congrès, ses monographies ouvrières, ses chroniques des livres, ses « faits et documents », sa rubrique spéciale de la « Renaissance du syndicalisme ». Le livret rouge de LA REVOLUTION PROLETARIENNE vous donne chaque année 24 recueils de documents, une mine inépuisable de renseignements précieux à conserver.

Comme le dit le camarade Marcelot, des Cheminots confédérés du P.-L.-M., la « R. P. » est l'organe des partisans sincères de l'unité syndicale.

Il faut recommander aux partisans sincères de la fusion de se grouper autour de LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Vous tous qui pensez comme l'Effort, *aidez-nous !*

Aidez-nous en vous abonnant, en faisant autour de vous des abonnés, en envoyant votre obole à notre souscription.

La " réforme fiscale " de M. de Suez

COMPARAISONS

Les décrets-lois de juillet ont été analysés de différents points de vue, plus particulièrement en ce qui concerne leurs répercussions sur le petit commerce et la petite industrie ; mais c'est surtout au point de vue salaires qu'il est intéressant de les examiner.

Précédemment, les bases de l'impôt sur les salaires étaient les suivantes :

Montant du salaire		*A*
Abattement pour le chef de famille.....	10.000	*B*
Abattement pour la femme	3.000	
Abattement par enfant jusqu'au troisième..	3.000	
Abattement pour chaque autre personne à charge	2.000	
Sommes dépensées pour le travail (transports, vêtements, suppléments pour repas au restaurant, impôts de l'année précédente, cotisations syndicales, etc.).	X	
Sommes versées pour retraites ou assurances sociales	X	
Restait imposable		*A — B = C*

Depuis les décrets-lois, les bases sont modifiées ainsi :

Montant du salaire		*A*
Abattement pour le chef de famille	10.000	*B*
Sommes versées pour retraites et assurances sociales	X	
Impôts sur salaires de l'année précédente..	X	
Frais d'emploi (fixés forfaitairement à 10 % du salaire)	X	
Imposable		*A — B = C*

En outre, il y a maintenant les réductions suivantes pour charges de famille :

	Salaires au dessous de 20.000 fr.	*Salaires entre 20.000 fr. et 40.000 fr.*	*Salaires au dessus de 40.000 fr.*	
Premier enfant	20 %	15 %	10 %	*du montant de l'impôt*
Deuxième enfant	20 %	15 %	10 %	
Troisième enfant et suivants	40 %	30 %	20 %	

Les abattements pour la femme ou personne à charge autres que les enfants ont disparu. De même, les sommes dépensées pour le travail sont fixées forfaitairement à 10 % du salaire, ce qui est précieux pour un directeur gagnant 200.000 fr. mais néfaste pour un ouvrier.

Il est à remarquer également que les contribuables ne bénéficient plus pour les enfants à charge, *des abattements à la base*, mais *d'une réduction sur l'impôt*, ce qui est très important comme nous le verrons dans les comparaisons qui suivent. Pour la commodité, nous sommes dans l'obligation d'admettre que le montant des frais d'emploi est le même dans l'un ou l'autre cas, car, autrefois, cette rubrique était chiffrée d'après les dépenses réellement effectuées, ce que nous ne pouvons déterminer pour chacun des cas ci-dessous. De même, nous n'avons pas tenu compte des assurances sociales ni des versements pour retraites, tous les salariés n'y étant pas soumis.

Et voici alors quelques comparaisons :

	Impôts à payer autrefois	*Impôts à payer maintenant*
PREMIER CAS :		
Un salarié, marié, sans enfant, gagnant 12.000 fr. par an	**exonéré**	**24 fr.**
» » » 1 enfant, » » »	»	**19 fr. 20**
» » » 2 » » » »	»	**14 fr. 40**
» » » 3 » » » »	»	**4 fr. 80**
DEUXIÈME CAS :		
Un salarié, marié, sans enfant, gagnant 18.000 fr. par an	**160 fr.**	**372 fr.**
» » » 1 enfant, » » »	**10 fr.**	**297 fr. 60**
» » » 2 » » » »	**exonéré**	**223 fr. 20**
» » » 3 » » » »	»	**74 fr. 40**
TROISIÈME CAS :		
Un salarié, marié, sans enfant, gagnant 25.000 fr. par an	**475 fr.**	**450 fr.**
» » » 3 enfants, » » »	**25 fr.**	**180 fr.**
QUATRIÈME CAS :		
Un salarié, marié et 2 enfants, mère à charge, gagnant 23.300 fr. par an	**exonéré**	**252 fr.**
CINQUIÈME CAS :		
Un directeur, marié, sans enfant, gagnant 200.000 fr. par an ..	**15.700 fr.**	**9.900 fr.**

Dans tous les exemples du premier cas, les salariés étaient, jusqu'à fin 1933, totalement exonérés tandis que maintenant ces mêmes salariés paieront l'impôt, même s'ils ont trois enfants à leur charge. De même, le salarié du deuxième cas se trouvait presque exonéré à partir du premier enfant, tandis qu'avec le nouveau régime il devra encore verser 74 fr. 40 avec trois enfants à charge. Par le troisième cas, nous voyons que, dans le nouveau régime, l'impôt a diminué de 25 fr. pour le travailleur sans enfant alors qu'il a augmenté de 155 fr. pour celui qui a trois enfants. Par le quatrième cas, nous chiffrons la disparition de l'exonération pour les personnes à charge, autres que les enfants : un salarié autrefois exonéré entièrement, devra maintenant payer 252 fr.

Enfin, on voit par le cinquième cas, à qui vont profiter toutes les majorations d'impôt constatées ci-dessus : un directeur appointé à 200.000 fr., qui devait antérieurement verser 15.700 fr., ne paiera l'an prochain que 9.900 fr., soit une diminution de 5.800 fr., et cependant, dans ce cas, l'impôt n'était pas *un prélèvement sur l'indispensable*, car 5.800 fr. sur 200.000 fr. ne représentent que du superflu, une toute petite part même du superflu.

Le gouvernement des décrets-lois a frappé les petits salaires afin de pouvoir dégrever les gros traitements.

E. POULET.

La renaissance du syndicalisme

COMPROMISSIONS ÉLECTORALES

Contre l'Unité... mais, à travers Varenne ...pour Doumergue

... Ce dont je suis jaloux, particulièrement dans cette période de bouleversement économique, social et politique, c'est que la C.G.T. garde son indépendance et sa physionomie, comme l'a défini la charte du syndicalisme.

René BARD, au Congrès de 1933.

Au dernier Comité national de la C.G.T., les dirigeants de la Fédération confédérée des mineurs manifestèrent une vive opposition à l'unité syndicale. Si vive que le mot de « chantage », de chantage à la scission fut prononcé.

L'un de ces dirigeants, René Bard, avait d'ailleurs mené, au congrès confédéral de 1933, la malhonnête opération (dont personne n'a perdu le souvenir), contre nos amis instituteurs.

Pour éclairer cette attitude, pour montrer le toupet de citoyens qui osent encore se réclamer de l'indépendance du syndicalisme, nous reproduisons *in-extenso* deux documents de date récente.

Le premier est une lettre que René Bard a adressée au citoyen Alexandre Varenne, député « néo » du Puy-de-Dôme, candidat du Parti socialiste de France au Conseil général à Clermont-sud-ouest :

Paris, le 4 octobre 1934.

Mon cher Varenne,

Je viens de lire dans la Montagne *la profession de foi que vous avez adressée à vos électeurs, en vue de votre réélection au Conseil général.*

Laissez-moi vous déclarer très nettement que personnellement j'en accepte tout le contenu qui, dans sa sobriété, est un véritable programme de rénovation économique et sociale, lequel correspond pleinement aux vues et aux aspirations du monde ouvrier.

Vous dirai-je également que la partie qui vise l'attitude que vous avez observée dans l'accomplissement des mandats politiques que vous détenez, m'a aussi fait plaisir.

Le courage avec lequel vous affirmez vos opinions est en rapport avec les réalités de la situation politique, réalités qu'il faudra considérer demain si l'on ne veut pas rétrograder et courir le risque de voir emporter ce qui reste encore de liberté et de démocratie dans ce pays.

Quant à ceux qui tentent aujourd'hui de vous salir ou de contester vos idées dont ils se sont réclamés durant un quart de siècle à vos côtés, ils sont plus à plaindre qu'à blâmer. Il est vrai que certains d'entre eux ont trouvé leur chemin de Damas et que, de ce fait, ils oublient les services et les concours personnels que vous leur avez apportés, sans lesquels bon nombre d'entre eux n'auraient jamais obtenu les situations et les mandats politiques qu'ils détiennent présentement.

Voyez-vous, à l'époque que nous vivons, la muflerie et l'ingratitude sont le propre d'un grand nombre d'individus et les vrais amis sont rares. C'est vraiment triste.

Je ne doute pas un seul instant, malgré les vilenies dont vous êtes abreuvé, de votre élection au Conseil général qui une fois de plus fera justice des attaques perfides dont vous êtes l'objet, en même temps qu'elle confondra vos adversaires déclarés ou cachés.

Puissent ces quelques lignes d'un ami sincère vous réconforter et je vous prie de croire, mon cher Varenne, à ma bonne amitié

René BARD.

Cette lettre de René Bard — publiée dans *la Montagne* du 6 octobre — était précédée d'un « chapeau » d'Alexandre Varenne lui-même et que voici :

Mon courrier d'hier contenait, parmi bien d'autres, une lettre qui m'aurait confirmé dans la pensée que je suis dans le droit chemin, si j'avais pu avoir là-dessus le moindre doute, une lettre qui est un précieux témoignage, puisqu'elle émane d'un militant ouvrier des plus qualifiés, qui occupe une place en vue parmi les dirigeants de la C.G.T.

Et pourquoi ne le nommerais-je pas ? Il s'agit de notre compatriote René Bard, bien connu dans notre région, que la confiance de ses camarades les ouvriers mineurs a placé au poste le plus élevé de l'organisation, celui de secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol.

L'ayant nommé, pourquoi ne reproduirais-je pas les termes de sa lettre, ne serait-ce que pour montrer aux travailleurs de ce département que les milieux responsables du mouvement ouvrier ne partagent ni sur ma personne ni sur la politique que je soutiens l'opinion qu'on voudrait accréditer dans la classe ouvrière.

Voici donc la lettre de René Bard. Après l'avoir reproduite, je ne la ferai suivre d'aucun commentaire, laissant à chacun le soin d'en tirer les leçons. A. V.

Nous avons pensé qu'il était profondément utile de placer sous les yeux des nombreux militants confédérés qui nous lisent cet étalage des compromissions électorales d'un « *militant ouvrier des plus qualifiés, qui occupe une place en vue parmi les dirigeants de la C.G.T.* ». (C'est Alexandre Varenne qui le dit).

Peut nous chaut que le citoyen Varenne ait été, avec le concours de René Bard, réélu contre un socialiste S.F.I.O. Ce qui nous importe seulement, c'est que le citoyen Alexandre Varenne est un monsieur qui a voté pour Doumergue, qui a pratiqué la politique de soutien au bénéfice du gouvernement de l'émeute du 6 février et des Croix de feu, qui a favorisé de ses bulletins l'Union nationale contre les travailleurs.

C'est donc en définitive à Doumergue qu'un secrétaire de la Fédération des mineurs a indirectement apporté l'appui de son titre et de son rôle dans la C.G.T.

On ne veut pas de l'unité syndicale, à la Fédération du sous-sol, mais on trouve sans doute normal qu'un secrétaire fédéral vole au secours de l'ex-gouverneur général de l'Indochine et du dictateur de Tournefeuille.

Peut-être, après tout, René Bard n'est-il qu'un prévoyant de l'avenir...

Nous pensons, nous, que s'il y a encore un syndicalisme chez les mineurs, ceux-ci hâteront le jour où ce si dévoué agent électoral devra recourir à la reconnaissance de son « cher Varenne ».

Car, n'est-ce pas ? il ne saurait être question de reprendre le pic...

M. CHAMBELLAND.

A travers les livres

Heinrich Mann : LA HAINE (Grasset, éd.).

Les événements vont vite. A ceux dont Heinrich Mann, l'écrivain allemand, nous apporte le témoignage profondément émouvant, le coup de force du 30 juin, l'assassinat de Dollfuss, la mort de Hindenburg et la prise de possession du pouvoir par Hitler, « chef suprême du Reich et du peuple allemand à vie », ravissent toute actualité; mais le sens, la force première de cette « *soi-disant révolution* » reste la même: la haine, « *une haine sans phrase causée par le désarroi de la défaite, par le crime stupide de l'inflation, par la crise et le chômage* », et « *attisée, exacerbée par des brutes teintées de mysticisme ou des ratés, renégats de la civilisation* ».

Très nettement, l'auteur indique, plus d'un an à l'avance, quelle sera la conséquence immédiate du mouvement naziste. Nous sommes à même d'en vérifier la rigoureuse exactitude: « *A cette heure ils pourraient être tranquilles, tout a ployé devant eux, les partis se sont évanouis ou se sont ralliés. C'est égal, ils sentent que la terreur, après tout, n'est pas concluante. Alors, il ne reste plus qu'à continuer les persécutions, à menacer encore, à haïr à perpétuité.* LEUR HAINE SE TOURNE ENFIN CONTRE EUX-MÊMES, ILS SONT VICTIMES DE LEURS « COMPLEXES ». ON TRAHIT LE PAYS, ON LES TRAHIT!... LA HAINE, ARRIVÉE A SES LIMITES, ET QUI NE PEUT PLUS SE SUFFIRE, DÉGÉNÈRE EN PEUR. »

Tout un chapitre est consacré au « *grand homme* », et, en des raccourcis saisissants, Heinrich Mann campe aussi, physique et moral, passé et présent, les deux ministres tout-puissants: *Gœring*, la brute morphinomane; *Gœbbels*, « *l'homme précieux et délicat dont les insuccès passés et le pied bot dont il était affligé nourrissaient inlassablement ses rancunes et qui quitta délibérément la civilisation pour se consacrer à l'avènement des barbares.* »

Le Chancelier centriste *Brüning*, le vieil *Hindenburg* et son fils, viveur taré; *Schleicher*, « général social » et son compère *Von Papen* ont leur place dans cette galerie de portraits. Leurs machinations sont étalées, analysées, comme aussi le rôle ambigu de *Papen* pendant la guerre, sa trahison de Schleicher et la complaisance avec laquelle il favorisa l'ascension d'Hitler et le triomphe du national-socialisme.

« *Ce fut Papen qui força la main à Hitler. Il est certain qu'en remettant le pouvoir entre les mains d'un meneur populaire, Papen regarda la chose comme tout à fait provisoire. Vice-chancelier, il prétendait diriger l'autre et le tenir sous sa dépendance. Aussi bête qu'on veuille le croire, il dut pourtant se douter des forces chaotiques qu'il déclenchait... A cette heure, il a compris. Ce n'est pas lui qui conduit, c'est bien l'autre. Obligé de le suivre, il se cramponne à la torpédo hitlérienne qui file à une allure toujours plus vertigineuse. Il ne la lâchera pas jusqu'à ce qu'on se débarrasse de lui en le lançant sur la route. Et ce sera la fin* ». Nous n'en sommes pas loin : l'auteur avait vu juste.

De cette étude psychologique du régime et de ses conséquences, nous tirons une somme de renseignements sur l'histoire contemporaine de l'Allemagne. Partant de son point de vue d'intellectuel, il est évident que *Mann* laisse dans l'ombre tout le côté prolétarien et une bonne partie du côté économique du problème, mais il prévoit tout de même la poussée du peuple et l'avènement du communisme pour le moment où Hitler sera tombé. « *Le communisme approchant, c'est la réalité qui perce à travers le truquage qu'était l'hitlérisme.* »

Quelques scènes de la vie naziste: *dans la rue, au camp de concentration, les disparus, les débrouillards, chez le juge*, terminent ce livre courageux et nécessaire.

Ch. CHIANÉA.

Duboin : LA GRANDE RÉVOLUTION QUI VIENT (Editions Nouvelles).

(*suite*)

Nous avons vu dans le numéro précédent que l'un des points centraux du livre de M. Duboin était celui du « chômage technologique » ; il en est un autre, plus grossièrement faux encore si possible.

C'est la rareté qui fait la valeur !

Pour M. Duboin, ce qui détermine la valeur d'une marchandise, c'est sa « rareté » : « Le degré de rareté des choses, c'est la valeur ».

C'est là un de ces lieux communs qui a cours, hélas ! un peu partout, même ailleurs que chez les Duboin, et dont l'absurdité éclate... dès qu'on veut se donner la peine de réfléchir tant soit peu.

Qu'est-ce que ça peut bien signifier qu'une marchandise est « rare », non pas temporairement rare, mais rare d'une façon permanente, rare en vertu de sa nature ?

En quoi, par exemple, l'avoine est-elle plus rare que le blé, le coton moins rare que la laine ? Si le blé a plus de valeur que l'avoine et la laine plus de valeur que le coton, parce qu'ils sont plus « rares », qu'est-ce qui empêche de remplacer une partie des cultures d'avoine par des cultures de blé, d'élever des moutons au lieu de planter du coton ? Nombreuses sont les terres où l'on pourrait faire du blé alors qu'on y fait de l'avoine; et l'élevage des moutons peut se faire à peu près n'importe où, à la différence de la culture du coton.

Pour tout ce qui est produit de l'activité humaine, tout ce dont la rareté ou l'abondance relatives ne dépendent que du point d'application de l'activité de l'homme, la plus grande « rareté » d'un produit par rapport à un autre, ou bien provient simplement de ce que les besoins en ce produit sont moins grands qu'en un autre, ou bien elle est due à des phénomènes accidentels qui ne sont susceptibles que de provoquer une rareté purement temporaire. Cette rareté temporaire fera, certes, hausser temporairement le prix, mais ce n'est point elle qui fait que d'une façon permanente et continue, une marchandise est toujours plus chère qu'une autre, que toujours un kilog de beurre vaut plus qu'un kilog de margarine, qu'un vêtement de laine coûte toujours plus cher qu'un vêtement de coton, ou qu'un gramme d'or vaut plus qu'un gramme de cuivre.

Je parle aussi d'or et de cuivre, car il en est pour les matières premières, pour celles qui, comme l'or ou le cuivre, se trouvent dans la nature sans intervention de l'homme, tout comme pour celles dont l'existence dépend de la volonté humaine.

En effet M. Duboin s'imagine que l'or a une grande valeur parce qu'il est rare! Mais où donc a-t-il vu qu'il était rare ? L'or perdrait sa valeur, dit-il, si « on en découvrait des quantités inépuisables ». Mais précisément l'or, comme à peu près tous les métaux, existe en quantités pratiquement inépuisables. Il n'est guère d'alluvions récentes ou anciennes de fleuves qui n'en renferment; et l'eau des Océans en contient une quantité que les estimations les plus modestes chiffrent à des dizaines de millions de milliards de francs !

A l'inverse, l'ineffable M. Duboin s'imagine que si l'air n'a pas de valeur, c'est qu'il est très abondant, qu'il existe en quantités « pratiquement illimitées ». Pourtant, M. Duboin lui-même, si grande soit son ignorance, n'est sans doute pas sans savoir que l'air est un mélange d'azote et d'oxygène, ces deux corps en constituant la presque totalité. Azote et oxygène existent donc aussi l'un et l'autre en quantités « pratiquement illimitées », et cependant ils sont loin d'être sans valeur: l'oxygène coûte cher, l'azote coûte cher (demandez plutôt aux agriculteurs!)

Redisons donc encore une fois que ce qui fait la valeur d'une marchandise — sauf, bien entendu, le cas de monopole — ce n'est nullement son abondance ou sa rareté, mais le *travail* qu'exige sa production.

Si l'avoine vaut moins que le blé, c'est que sur une même terre, à soins culturaux égaux, donc à travail égal, on récoltera plus de kilogs d'avoine que de kilogs de blé, et qu'en conséquence un kilog d'avoine coûtera moins de travail qu'un kilog de blé.

Si l'or a une grande valeur, ce n'est pas que l'or soit rare, c'est qu'il ne se trouve qu'à l'état disséminé, ses minerais les plus riches n'en contenant que quelques grammes pour une tonne de roche, tandis que les minerais de cuivre renfermeront, eux, des dizaines de kilogs de cuivre à la tonne, ce qui fait que le travail nécessaire pour abattre et traiter une tonne de roches, ne donnera dans un cas que quelques grammes d'or, tandis que dans l'autre il donnera des dizaines de kilogs de cuivre. Il s'en suit que des grammes d'or valent autant que des dizaines de kilogs de cuivre, autrement dit, qu'à poids égal, l'or vaut dix mille fois plus que le cuivre.

Et si l'azote a de la valeur, si l'azote coûte cher malgré qu'il existe en quantité illimitée dans notre atmosphère, c'est que son inertie chimique le rendant assez difficilement séparable de l'oxygène, on ne peut l'extraire de l'air que par des opérations physico-chimiques qui demandent au total un travail relativement élevé.

On a vraiment honte d'avoir à insister sur des choses pareilles !

Et c'est pourtant sur une telle imbécillité que c'est la « rareté » qui fait la valeur, qu'est basée toute la seconde partie du livre de M. Duboin; les deux tiers du volume sont remplis de variations sur l' « abondance » et la « rareté », le tout émaillé presqu'à chaque page de quelques énormités (1).

Si M. Duboin, *comme tous les économistes bourgeois à l'heure actuelle,* ne veut pas reconnaître cette loi si simple et si évidente que c'est le travail qui détermine la valeur, malgré que ce soient cependant des économistes bourgeois, les premiers économistes, qui l'aient formulée, c'est parce que, pour lui comme pour tous ses congénères, l'intérêt de leur classe passe avant la vérité économique, avant la vérité scientifique. Si l'on reconnaît, en effet, que le travail est la source de toute valeur, la source de toute richesse, comment alors dénier aux seuls travailleurs le droit à la totalité des « valeurs », à la totalité des richesses !

La seule chose vraie : la conservation de l'énergie

Que cette méconnaissance de l'origine de la valeur soit bien le résultat d'un parti-pris de classe, le livre de M. Duboin en apporte une autre preuve par... la seule chose d'exacte qu'il contient, et qui aurait dû — sans l'aveuglement de classe de l'auteur — lui faire comprendre l'identité du travail et de la valeur.

Les « technocrates », ces « intellectuels » américains qui tinrent la vedette de la mode durant quelques semaines il y a un couple d'années, furent des types extraordinaires, bien « américains »: ils « découvrirent » un principe dont la connaissance approchée remonte à l'Antiquité pour le moins, principe formulé ensuite avec une précision scientifique il y a tout près d'un siècle, et qui depuis, figure dans les traités, même les plus élémentaires, de physique : le principe de la conservation de l'énergie.

« *Rien ne se perd, rien ne se crée* » avait déjà proclamé la sagesse antique; et la science moderne constate: tout ce qui se passe dans la nature, toutes les modifications que nous voyons s'y produire, ou que nous y produisons nous-mêmes, de quelque genre qu'elles soient : modifications mécaniques, physiques, chimiques, biologiques, qu'il s'agisse de vitesse, de chaleur, d'électricité, toutes ces modifications ont pour contre-partie une autre modification qui peut être d'un autre genre (du mouvement, par exemple, se transformant en chaleur), mais qui sera toujours dans un rapport déterminé, dans un même rapport avec la première : tout ce qui se produit dans la nature, quel que soit son aspect, peut donc s'exprimer en fonction d'une même unité.

Principe formidable sur lequel est bâtie à l'heure actuelle toute notre connaissance et toute notre compréhension du monde, — mais qu'il faut être aussi bluffeurs que des américains ou aussi... naïf que M. Duboin pour présenter comme une nouveauté du fait qu'on l'applique au travail humain et à ses produits, puisque l'homme et ses travaux sont, cela va de soi, des phénomènes de la nature comme tous autres, et, en conséquence, comme tous autres, soumis à la conservation de l'énergie (2).

Saluons donc M. Duboin pour avoir redécouvert, à la suite des technocrates, la conservation de l'énergie. Pour l'avoir découverte et.. n'en avoir tiré aucune conséquence.

Je me permets, et ce sera ma conclusion, de lui en soumettre deux.

Ayant fait cette grande découverte que la production de toute marchandise se ramène à une consommation d'énergie, à une dépense de *travail,* comme disent les physiciens, comment n'a-t-il pas eu l'idée de se demander si la *valeur* d'une marchandise n'était pas précisément en rapport avec cette énergie, si elle ne dépendait pas précisément du nombre de kilogrammètres qu'il a fallu dépenser pour produire la marchandise ? Et en poussant plus loin sur cette voie, il aurait, sans doute, découvert à la fois la source de la « rente », et la loi de la valeur. Il aurait découvert que dans l'énergie totale nécessaire à la production d'une marchandise, celle provenant des

---

(1) Trois ou quatre énormités parmi cent autres :

— Page 108, l'auteur s'imagine que l'or serait « *déchu de sa royauté monétaire* » si on réussissait à « *le fabriquer chimiquement* » parce qu'il perdrait alors de sa valeur ! Qui ne voit que tout dépend de ce que coûterait cette « fabrication chimique » ? Si elle coûtait plus que ne coûte l'extraction de l'or de ses minerais, c'est-à-dire exigeait plus de travail, la valeur de l'or n'en serait aucunement diminuée. Exemple : le pétrole. On sait maintenant « fabriquer chimiquement » du pétrole — en partant du charbon. Mais comme cela coûte plus cher qu'extraire le pétrole de ses gisements naturels, cette découverte a été sans aucune influence sur la valeur du pétrole.

— Page 112 : si l'Etat augmente la quantité de monnaie, il en diminue la valeur ! — L'Etat peut frapper autant de pièces d'or qu'il veut, leur augmentation, soyez sans crainte, M. Duboin, ne diminuera pas leur valeur. L'Etat ne déprécie pas la monnaie en en fabriquant, mais en fabriquant de la *fausse monnaie,* ce qui n'est pas du tout la même chose : en faisant, par exemple, fabriquer des billets de banque non garantis par une valeur réelle.

— Page 119 : les billets de banque sont « *théoriquement censés représenter* » des lingots d'or ! — Où diable notre ex-sous-secrétaire d'Etat a-t-il vu cette étrange « théorie » ? En théorie comme en fait, les billets de banque ne représentent pas des lingots, mais des créances sur des valeurs réelles, or *ou marchandises.* Et même, en théorie, et il en était ainsi en fait avant-guerre, les billets de banque doivent ne représenter que des marchandises autres que l'or : les marchandises existant dans les magasins des commerçants qui ont fait escompter leurs traites ; l'or des caves de la Banque ne doit fournir qu'une garantie partielle supplémentaire.

— Page 94 : « *Autrefois, la richesse étant rare et strictement limitée au seul travail de l'homme, il était juste qu'il fut propriétaire des* produits *de son travail* ». — Ce qui signifie, si nous comprenons bien cette phrase et son contexte, qu'autrefois le travailleur, c'est-à-dire l'esclave, était propriétaire des produits de son travail...

Et il y en a comme cela à chaque page !

(2) Pour les camarades que cette question intéresserait particulièrement, je signale l'application qu'a faite de la conservation de l'énergie aux questions sociales — bien avant les technocrates et d'une façon infiniment plus intéressante — le grand chimiste allemand Ostwald dans son livre sur l'*Energie* (Alcan).

sources d'énergie dites « naturelles » donnait naissance à la rente, et celle provenant de l'homme lui-même, à la valeur.

Seconde conséquence.

Toute énergie pouvant s'exprimer en kilogrammètres, y compris l'énergie dépensée par le corps humain, il n'y a pas de différence irréductible entre les diverses sortes de travail humain ; il n'y a point de travail d'une « qualité » supérieure à un autre ; tous se peuvent réduire à des kilogrammètres ; entre deux travaux il n'y a qu'une différence du nombre de kilogrammètres dépensés par l'organisme.

Donc, aucun fondement rationnel n'existe pour une rémunération différente du travail dit « intellectuel » et du travail dit manuel ; aucun fondement pour une rémunération différente des travaux de direction et de ceux d'exécution.

Tant qu'on n'aura pas mesuré que l'organisme d'un banquier ou d'un ingénieur dépense plus de kilogrammètres pendant une heure de travail que celui d'un terrassier, le banquier ou l'ingénieur ne sauraient avoir droit à une plus grande quantité de marchandises que le terrassier. Et si, — comme c'est bien possible — il en dépense moins, c'est la rémunération du banquier ou de l'ingénieur qui devrait être inférieure à celle du terrassier.

N'est-ce pas votre avis, M. Duboin ?

R. LOUZON.

FAITS ET DOCUMENTS

Vers une « collectivisation » de l'agriculture en Tchécoslovaquie

En juillet dernier, le monopole des céréales a été établi en Tchécoslovaquie. Nous empruntons au correspondant de l'*Information* à Prague les précisions suivantes sur ce monopole, et les perspectives qu'il ouvre :

Une société privée privilégiée a été créée qui, aujourd'hui, a seule le droit d'exporter les céréales tchécoslovaques, de les acheter aux producteurs et de les vendre ensuite sur le marché intérieur. Cette société est constituée par des organisations déjà existantes : la Centrale des coopératives agricoles, la Centrale des coopératives de consommation, la Fédération des meuniers, qui ont souscrit le capital de la société nouvelle fixé à cinquante millions de couronnes. L'Etat garantit jusqu'à concurrence de soixante millions de couronnes les pertes éventuelles que pourrait faire la société pour s'être conformée à des injonctions qu'il lui aurait données.

La loi créatrice du monopole a prononcé en même temps l'annulation de tous les contrats en cours relatifs à des produits soumis au monopole et non encore exécutés ; elle a fixé, *ne varietur*, les prix d'achats et de vente par le monopole, prix différents selon les régions de production ; les prix d'achat sont, en outre, relevés de mois en mois selon une échelle établie par la loi, afin d'encourager les agriculteurs, qui en ont la possibilité, à emmagasiner chez eux pendant un certain temps leur récolte et à éviter ainsi trop de manipulations simultanées.

En fixant les prix d'achat et de vente, la loi a laissé entre eux un écart de 7 à 8 couronnes par quintal, selon les espèces de céréales ; là-dessus, 3 couronnes sont destinées au fonds de réserve de la société gérante, à ses frais d'administration et à ses dividendes, le surplus devant constituer la rémunération des commissaires acheteurs ou vendeurs de céréales.

Bien entendu, l'agriculteur est libre de disposer de sa récolte pour son usage personnel (alimentation, semences), mais il ne peut vendre qu'au monopole auquel il doit déclarer chaque année, avant le 31 décembre, la quantité dont il entend disposer pour la vente.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les dispositions législatives qui ont introduit le mois dernier le monopole des céréales en Tchécoslovaquie. Elles ont été, on le voit, préparées avec beaucoup de soin et c'est une curieuse expérience qu'elles inaugurent.

...La Tchécoslovaquie n'attendra sans doute pas très longtemps pour faire de nouveaux pas dans sa nouvelle voie. Les conclusions de l'enquête de l'Académie d'Agriculture apparaissent bien significatives à cet égard et ce serait mal connaître le docteur Hodza que de supposer que la création du monopole des céréales lui paraisse suffire à elle seule « pour remettre l'ordre partout où il manque » dans le domaine de la production agricole. Logiquement, le monopole des céréales n'est qu'un début : élevage, industrie de la viande, bois, production des fruits, des légumes, etc., c'est bien, je crois, toute la production agricole tchécoslovaque qui doit s'attendre à recevoir des directives rationnelles, dont le premier effet sera de diminuer singulièrement la liberté individuelle du producteur de conduire à sa guise son exploitation.

Une brochure belge

Sous le titre *Révolution !* un camarade de Liége, Norel, vient de publier une petite brochure dont voici quelques extraits :

...Il faut croire que l'esprit de domination soit resté bien puissant chez l'homme pour le voir toujours aussi ardent à la recherche de cette autorité que donne le « pouvoir ». Toutes les fractions politiques se livrent bataille pour sa conquête en promettant de résoudre les questions sociales dans l'intérêt de chacun.

Où en est-on ? A ce que la moitié du monde gémit sous une dictature brutale et le reste sous une dictature larvée qui en fait de brutalité ne le cède en rien à la première. Ceux qui ont rêvé du « pouvoir » et qui l'ont eu, se sont empressés de l'exercer à leur avantage par l'assassinat et le crime.

C'est l'éternelle histoire. Chacun le réclame au nom du peuple ou du prolétariat, mais une fois acquis avec le sang des autres, on a bien soin d'en tirer profit tout comme les charognards du « Comité des Forges » qui spéculent sur des cadavres au nom des religions et des patries. — Sinistre comédie qui durera aussi longtemps que des esclaves disciplinés demanderont des chefs, des maîtres, des dieux, des idoles, des élites.

Les ouvriers doivent exiger l'égalité absolue entre les individus, entre manuels et intellectuels. Plus de distinction entre l'Elite et la Masse. Un mineur est aussi utile à la Société qu'un ministre, qu'un savant, qu'une vedette de l'écran. Qu'on accorde à l'un et à l'autre les mêmes droits, la lutte des classes disparaîtra...

...Quel régime ?

Un régime où la terre appartiendrait réellement aux paysans et les usines aux travailleurs comme d'aucuns le préconisent mais où l'Etat serait remplacé par des organisations économiques servant uniquement à la répartition de la production en liaison étroite et sous la surveillance des groupements industriels et agricoles.

Régime qui ne permettrait à aucune espèce d' « Elite » de s'octroyer des faveurs spéciales en instaurant une dictature soit-disant prolétarienne. Si Elite il y a, son rôle n'est pas de convoiter les « leviers de commande » d'un Etat, mais d'enseigner aux prolétaires les méthodes les plus rationnelles d'une répartition équitable de la production et ce, sans attendre le « Grand Soir » pour s'en occuper. Sans quoi, nous reverrons les concessions, les compromissions, les trahisons que nous donne, en exemple, le gouvernement soviétique lequel, après dix-sept ans, en est encore à faire appel à la main d'œuvre, à la technique des pays capitalistes. Nous savons combien ça se paie

ENTRE NOUS

DIFFICULTÉS...

On décide, mais... on ne réalise pas toujours. Nous avions décidé de changer de local. Nous en avions prévenu nos amis. Or nous n'avons pas trouvé de nouveau gîte à notre goût, ni dans nos prix. Nous imaginions que les prix des locaux commerciaux à Paris avaient diminué depuis la crise. Il n'en est rien, tout au moins pour ceux que nous avons vus. Nous avons donc dû demander une prolongation de 3 mois pour notre mouchoir de poche du 54 de la rue du Château-d'Eau. D'ailleurs, il peut se faire (soyons prudents !) que nous ne changions pas d'adresse, une occasion devant se présenter dans la maison, un local plus grand et moins haut que le 5e.

D'autre part, nous voulions procéder à un lancement en octobre, en instituant un système de primes, des bouquins, de bons bouquins remboursant l'abonnement. Mais, hélas ! une fois chiffrée approximativement, la dépense nous est apparue au-dessus de nos moyens. C'est que nous continuons désespérément à être pauvres, à assurer notre courant, sans plus. (Certains nous disent qu'après tout ce n'est pas si mal, et, cependant, nous n'en sommes pas satisfaits). Nous avons donc été contraints de remettre à plus tard ce beau projet.

Telles sont, amis, les nouvelles, assez peu brillantes, que nous avons à vous donner aujourd'hui.

Et vous, qu'avez-vous à nous dire ?

Au risque de passer pour des « jamais contents », nous devons noter ici, dans ces entretiens familiers, notre déception. La « rentrée » s'est faite sans que se soit produit l'effort d'ensemble que nous sollicitions et que nous espérions. Nous n'avons pas fait le moindre progrès. Peut-être même avons-nous reculé.

La plupart de nos amis sont restés passifs. Pas tous, cependant, puisque nous avons reçu d'un de nos amis instituteurs de l'Ain la lettre que voici :

Je vous ai adressé tout à l'heure mon réabonnement, 40 francs plus 10 francs pour la *R. P.* dont j'apprécie l'esprit et les efforts. Je ne manque jamais de la recommander autour de moi, de la faire lire, et à plusieurs reprises je l'ai signalée au « Bulletin » de la section. Tous les collègues ont été touchés par le tract « Au syndicat le pouvoir ! » encarté dans ce « Bulletin ».

Je vous envoie ci-joint une liste d'abonnés possibles. Vous pouvez leur écrire de ma part pour solliciter un abonnement d'essai ou d'un an après leur avoir fait le service de quelques numéros gratuits.

Pouvez-vous me communiquer la liste des abonnés de l'Ain ? Elle peut m'être utile pour la propagande.

Ma commune (industrie de la pierre) souffre du chômage et de la concurrence du ciment armé. Les salaires sont si maigres quand il y a un peu de travail que j'hésite à vous donner des noms de camarades ouvriers qui ne peuvent distraire 40 francs de leur budget.

Remercions ce camarade des efforts qu'il fait dans sa corporation. Les difficultés qu'il rencontre dans le milieu ouvrier ne sont, hélas ! pas particulières à son patelin. Nous en avons chaque jour les échos dans notre courrier. Nous venons justement de publier plusieurs lettres contenant les mêmes constatations, ou à peu près, et émanant des quatre coins du pays.

Voici, extrait d'une lettre d'un dévoué camarade de St-Etienne, un autre aspect des difficultés que rencontrent nos propagandistes :

A l'expiration de l'abonnement d'essai, les copains (une vingtaine de militants du syndicat des mineurs) devaient, si la revue les intéressait, se réabonner individuellement.

Le nécessaire a été fait auprès de chacun d'eux. Si tu n'as pas eu de nouvelles, c'est qu'en définitive le seul abonné reste Arnaud.

L'explication, c'est toujours la même : chômage, 3 jours de travail par semaine.

Il faut le dire aussi, les copains abonnés n'ont peut-être jamais lu la revue. Ils ne lisent même pas *l'Effort*, auquel ils sont en général abonnés. En général, ils ne lisent rien du tout.

Chômage, bas salaires, indifférence, tout ceci — que nous connaissons bien puisque nous gagnons notre pain chaque jour à l'atelier ou au bureau — nous empêche, nous qui sommes une revue essentiellement ouvrière, de progresser dans les milieux ouvriers proprement dits

C'est la rançon de la crise. Mais ces difficultés sont-elles insurmontables ?

Si dans chaque département, dans chaque centre ouvrier, nous pouvions compter sur un camarade qui prenne en main la tâche de faire lire la R. P., ET QUI S'EN OCCUPE RÉELLEMENT, *nous serions, même en période de crise, bien au-dessus de 1.200 abonnés.*

*
* *

Les abonnements nouveaux du mois

En septembre, nous n'avons reçu que 20 abonnements nouveaux. (En août, nous en avions reçu 27).

Ils se répartissent en 8 abonnements de 3 mois, 10 de 6 mois et 2 d'un an. En voici le détail par départements :

Paris, 5 ; Seine, 1 ; Seine-et-Oise, 2 ; Aisne, 1 ; Algérie, 1 ; Ardennes, 1 ; Creuse, 2 ; Gironde, 1 ; Loire, 1 ; Marne, 1 ; Rhône, 1 ; Seine-et-Marne, 1 ; Belgique, 2.

La plupart de ces nouveaux abonnés viennent des « possibles ». Les « nouveaux » parisiens sont des cheminots. En province, les « nouveaux » sont principalement des membres de l'Enseignement. Remercions en particulier le camarade belge qui, dans l'intervalle de quelques jours, nous a fait 2 abonnés.

Recettes

Du 16 septembre au 15 octobre, nous avons reçu :

Souscription : *Ch. Joly (Paris), 10 ; Longequeue (Haute-Vienne), 5 ; Colson (Oise), 10 ; Chopard (Suisse), 10 ; Mlle Rillh (Ain), 10 ; Glodeau (Seine), 10 ; anonyme, 1 ; Ménicucci (Alger), 10 ; Genevrier (Loire), 10 ; Henri Sellier, 60 ; Nouelle (Lot), 5 ; Narbaïts (Basses-Pyrénées), 5 ; Léonard (Paris), 5 ; Dupont (Ain), 10 ; Moreau (Maine-et-Loire), 5 ; Morel (Belgique), 35,20. — Total : 201 fr. 20.*

Soutien : *R. Louzon (Alpes-Maritimes), 133,70 ; Jean Chaneaux (Jura), 100. — Total : 233 fr. 70.*

Merci à toutes et à tous !

Soyez réguliers !

Avec le mois d'octobre prennent fin, comme chaque mois, un certain nombre d'abonnements. Les camarades intéressés en seront prévenus ces jours-ci par une lettre affranchie à 0 fr. 50 accompagnée d'un chèque postal. Nous leur demandons de ne pas attendre pour nous envoyer leur renouvellement car à tous ceux qui ne l'auront pas fait avant la fin du mois prochain, nous serons obligés de faire présenter une quittance par le facteur.

Epargnez-nous ce travail et cette dépense en renouvelant sans tarder ! Soyez réguliers !

*
* *

Retard

Ce numéro est en retard de quelques jours. Le « cuisinier » s'en excuse. C'est de sa faute. Il ne lui a pas été possible de consacrer suffisamment de temps à sa préparation en temps utile.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE
ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27
CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Vient de paraître :

Manifestes, Thèses et Résolutions des QUATRE PREMIERS CONGRES MONDIAUX de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1924

Un volume
grand format

PRIX :
25 fr.

« Que la social-démocratie n'ait eu aucun intérêt à faire connaître ces textes, cela se comprend suffisamment : on y apprend comment battre le réformisme, et organiser avec les grandes masses travailleuses l'insurrection prolétarienne.

« Quant au silence observé dans les rangs de l'I.C., il s'explique d'une autre façon : c'est que toute l'expérience de l'I.C. entre 1919 et 1923 contredit entièrement le cours politique suivi par elle depuis 1924. »

L'éditeur.

"L'Emancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes"

Vous ne connaissiez pas

"La Révolution Prolétarienne"

LISEZ LES NUMEROS

de propagande que nous vous envoyons gratuitement

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'UNITE SYNDICALE, indispensable contre le fascisme menaçant.

NI PARLEMENTARISME, NI FASCISME
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'IL VOUS INTERESSE
Abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2me page de la couverture)